

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Le numérique, un levier de diversification

L'Algérie mise sur la transformation digitale pour renforcer sa compétitivité et diversifier ses exportations. Les nouvelles technologies sont appelées à jouer un rôle central dans l'ouverture de nouveaux marchés et la réduction de la dépendance aux hydrocarbures. Après avoir plafonné à moins d'un milliard de dollars en 2020, les exportations hors hydrocarbures ont atteint environ 7 milliards USD en 2023. P 3



LA 13^e ÉDITION DU SALON EST PRÉVUE DU 6 AU 8 OCTOBRE À ORAN

Plus de 500 exposants de 60 pays attendus au NAPEC 2025

Le Centre des conventions d'Oran (CCO) accueillera, du 6 au 8 octobre 2025, la 13^e édition du Salon international Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC). Véritable carrefour des énergies, ce rendez-vous majeur s'impose désormais comme la plus grande plateforme africaine et méditerranéenne dédiée aux hydrocarbures, à l'énergie et à l'hydrogène.

P 2

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS MIGRATOIRES

L'Algérie lance un projet stratégique avec l'ICMPD

À l'occasion du lancement officiel du projet de partenariat pour le renforcement des capacités en matière de gouvernance de la migration en Algérie, organisé avec l'appui du Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD), le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et du Transport, M. Saïd Sayoud, a présenté les enjeux, les défis et les orientations adoptées par l'Algérie pour mieux gérer la question migratoire.

P 5

11,4 MILLIARDS USD DE CONTRATS SIGNÉS À L'IATF 2025

Cap sur la concrétisation

La foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), tenue récemment à Alger, a marqué un tournant dans la dynamique d'intégration économique du continent. Avec plus de 48 milliards USD de transactions conclues entre pays africains, soit une hausse de 5 milliards par rapport aux prévisions, l'événement a confirmé la place centrale de l'Algérie dans la nouvelle géographie économique africaine. À elle seule, elle a signé pour 11,4 milliards USD de contrats commerciaux, représentant plus de 20 % du total.

P 3

OPEP+

Le JMMC souligne un "haut niveau" de conformité aux limitations de production P 2

MINES

La société russe VESNA propose ses services à Sonarem P 3

CACOBATPH

De nouveaux services à l'étude P 5

OPEP+
Le JMMC souligne un
”haut niveau” de
conformité aux
limitations de
production

Par R E.

Le Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) de l'OPEP et de ses partenaires (OPEP+) a souligné, mercredi, que la "grande majorité" des pays signataires de la Déclaration de Coopération ont démontré un "haut niveau" de conformité aux engagements de limitation de production arrêtés pour les mois de juillet et août 2025. Réuni par visioconférence à l'occasion de sa 62e session, le JMMC a constaté que "la grande majorité des pays participants continuent de démontrer un haut niveau de conformité, reflétant ainsi leur attachement aux décisions collectives adoptées dans le cadre de l'OPEP+", indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines. Insrite dans le cadre du dispositif de suivi de la Déclaration de Coopération, cette réunion a rassemblé les ministres du pétrole des pays membres du Comité, à savoir l'Algérie, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, la Nigéria et le Venezuela pour l'OPEP, ainsi que la Russie et le Kazakhstan pour les pays partenaires. Lors de cette réunion, dont l'Algérie a été représentée par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, les échanges ont porté sur l'examen du respect des engagements de limitation de production arrêtés pour les mois de juillet et août 2025. A cette occasion, les membres du JMMC ont mis en exergue "les efforts entrepris pour assurer une application stricte des ajustements de production et le règlement des excédents enregistrés", a ajouté la même source. Ils ont, également, souligné que "l'équilibre et la stabilité du marché pétrolier international demeurent étroitement liés à la cohésion et à la discipline de l'ensemble des pays signataires". Il a été convenu, aussi, que la prochaine session du Comité se tiendra le 30 novembre 2025, afin de poursuivre l'évaluation de la situation du marché et du respect des engagements pris, a fait savoir le ministère.

LA 13^e ÉDITION DU SALON EST PRÉVUE DU 6 AU 8 OCTOBRE À ORAN

Plus de 500 exposants de 60 pays attendus au NAPEC 2025

Le Centre des conventions d'Oran (CCO) accueillera, du 6 au 8 octobre 2025, la 13^e édition du Salon international Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC). Véritable carrefour des énergies, ce rendez-vous majeur s'impose désormais comme la plus grande plateforme africaine et méditerranéenne dédiée aux hydrocarbures, à l'énergie et à l'hydrogène.

Par Sirine R.

Avec plus de 500 exposants et 60 pays représentés, le NAPEC 2025 réunira des acteurs de premier plan couvrant toute la chaîne de valeur énergétique. Gouvernements, compagnies pétrolières et gazières nationales et internationales, investisseurs, entreprises technologiques, centres de recherche et institutions académiques seront au rendez-vous, selon les organisateurs. L'objectif : accélérer l'innovation et développer de nouveaux partenariats stratégiques pour répondre aux défis énergétiques mondiaux. Le thème choisi, « Accélérer l'énergie de demain et atteindre un mix énergétique efficace grâce aux partenariats, aux investissements, à l'innovation et aux technologies », reflète cette volonté d'articuler la transition énergétique autour d'une coopération renforcée et de solutions technologiques

avancées. La présence de leaders du secteur venus des cinq continents témoigne de la confiance placée dans l'Algérie, considérée comme un acteur central de la transition énergétique mondiale. Son rôle stratégique est renforcé par sa double position de producteur fiable d'hydrocarbures et de pays disposant d'un potentiel considérable dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert. Les organisateurs ont, par ailleurs, noté la participation renforcée du ministère des Hydrocarbures et des Mines, du groupe Sonatrach, de l'agence AL-NAFT et de la Commission de régulation des hydrocarbures (ARH), estimant qu'il s'agit d'une confirmation de l'implication des institutions nationales dans cette transformation du secteur, et que leur engagement manifeste l'importance accordée à la modernisation, à la transition énergétique, ainsi qu'au renforcement des partenariats à l'échelle mondiale.

Cette édition s'attachera à explorer des thématiques stratégiques majeures, notamment les défis et opportunités de la transition énergétique, le rôle des énergies fossiles et des ressources non conventionnelles dans le mix énergétique de demain, ainsi que les enjeux liés à l'équilibre entre hydrocarbures et énergies propres. Des thématiques sur l'intégration de solutions bas-carbone, le développement des technologies de décarbonation, la montée en puissance de l'hydrogène, la création d'un écosystème pour les ressources non conventionnelles et le renforcement du contenu local, seront également abordées. En somme, le NAPEC ambitionne de devenir non seulement un lieu d'affaires mais aussi un espace de réflexion stratégique. Il s'agit de rapprocher les acteurs africains, méditerranéens et internationaux, afin de positionner la région comme un acteur clé dans la transition énergétique mondiale.

UNIVERSITÉ DE JIJEL

Signature de conventions de coopération avec des universités de Tunisie et de Mauritanie

Par Selma R

L'Université Mohamed Seddik Benyahia de Jijel a signé des conventions de coopération avec des universités de Tunisie et de Mauritanie en vue d'"élargir les opportunités de recherche scientifique et d'échange d'expérience", a indiqué mercredi son vice-recteur, Nadjmeddine Bounar. Le responsable a précisé que dans le cadre de l'ouver-

ture sur le monde et ses efforts continus pour développer ses programmes de formation, l'université de Jijel a signé plusieurs accords de coopération et partenariat dans le domaine de la recherche et de la formation avec nombre d'institutions étrangères d'enseignement supérieur. Deux conventions ont été signées avec les Universités de Sfax et El Manar de Tunisie ouvrant de larges

perspectives de coopération scientifique et pédagogique via les échanges d'expériences entre enseignants et étudiants, les déplacements d'étudiants, les échanges académiques et les projets communs de recherche, a-t-il ajouté. La coopération entre les laboratoires de recherche constituera une base de développement des projets scientifiques appliqués qui favorisent l'échange de savoir et de technolo-

gie entre les deux parties, a-t-il encore noté. Une autre convention a été également signée avec l'université de Nouakchott (Mauritanie) pour assurer des formations en master international commun dans la filière des sciences agronomiques (pharmacologie végétale appliquée, aliments agricoles et contrôle de qualité), a ajouté le vice-recteur de l'université de Jijel.

ANP

Six terroristes éliminés et 9 éléments de soutien arrêtés en une semaine

Six (6) terroristes ont été éliminés et neuf (9) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), dans différentes opérations à travers le territoire national, durant la période du 24 au 30 septembre 2025, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 24 au 30 septembre 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national", souligne la même source. Ainsi, dans le cadre de la lutte antiterroriste, et "lors d'une opération qualitative au Secteur militaire de Tébessa en 5^{ème} Région militaire, des détachements de l'ANP ont éliminé (6) terroristes

et récupéré (6) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont arrêté (9) éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, "des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires, (28) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de (8) quintaux et (53) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (170.142) comprimés psychotropes ont été saisis". A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezzam, Djanet et Illizi, des détachements de l'ANP ont arrêté (529) individus et saisi (23) véhicules, (327) groupes

électrogènes, (220) marteaux piqueurs, (03) détecteurs de métaux, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orillage illicite. De même, "(17) autres individus ont été appréhendés et une (01) mitrailleuse lourde, deux (2) pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, un (01) fusil semi-automatique de type Simonov, un (1) pistolet automatique, (10) fusils de chasse, ainsi que (31.635) litres de carburants, (158) quintaux de tabacs et (2,65) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes", note la même source. Par ailleurs, les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de (514) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (671) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", ajoute le bilan de l'ANP.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Le numérique, un levier de diversification

L'Algérie mise sur la transformation digitale pour renforcer sa compétitivité et diversifier ses exportations. Les nouvelles technologies sont appelées à jouer un rôle central dans l'ouverture de nouveaux marchés et la réduction de la dépendance aux hydrocarbures. Après avoir plafonné à moins d'un milliard de dollars en 2020, les exportations hors hydrocarbures ont atteint environ 7 milliards USD en 2023. Les autorités visent désormais 10 milliards à court terme, puis 20 milliards USD dans les prochaines années. Si plusieurs filières industrielles comme le ciment, l'acier, les engrais, les produits agroalimentaires ou la céramique sont déjà mobilisées, c'est le numérique qui se profile comme un levier stratégique.

Par Mourad A.

Cybersécurité, intelligence artificielle, solutions digitales sur mesure : autant de créneaux capables de positionner l'Algérie sur la carte des exportateurs de services à haute valeur ajoutée. Pour Souhil Guessoum, président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), invité de la « Chaîne III » de la radio nationale, il s'agit d'« un pari incontournable ». « Le monde vit une révolution numérique et l'Algérie doit s'y insérer non pas comme simple consommatrice, mais comme actrice capable de proposer des solutions. Nous avons un vivier de compétences dans le digital, il faut maintenant leur offrir un cadre d'exportation et d'accompagnement », a-t-il précisé. Le contraste avec les industries lourdes est parlant. Alors que Tosyali ambitionne un milliard USD d'exportations dans l'acier, le numérique reste un marché presque vierge, mais au potentiel considérable. Dans ce secteur, l'investissement initial est moindre, alors que la valeur ajoutée est beaucoup plus élevée. « Si nous parvenons à structurer un écosystème de startups tournées vers l'exportation, le numérique peut devenir un levier plus puissant que certains segments industriels traditionnels », a ajouté Guessoum. Cette dynamique implique aussi un changement de mentalité du secteur privé, longtemps habitué à la commande

publique. Les opérateurs sont désormais appelés à développer une culture de l'investissement autonome et tournée vers l'international. « L'exportation numérique n'est pas un luxe. C'est une chance pour nos jeunes ingénieurs et entrepreneurs de s'affirmer à l'échelle mondiale et de contribuer directement aux objectifs de diversification fixés par le président de la République », a souligné encore le président de la CAPC. Entre industries traditionnelles et services de nouvelle génération, l'Algérie trace donc une double voie vers son indépendance économique. Si le ciment, l'acier ou l'agroalimentaire continueront de peser lourd dans la balance commerciale, c'est peut-être le numérique – invisible mais stratégique – qui constituera le véritable horizon hors hydrocarbures du pays.

ZLECAF : une opportunité historique pour les exportateurs algériens

Dans cette stratégie d'ouverture, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) s'impose comme un cadre incontournable. Réunissant 54 pays et plus d'un milliard de consommateurs, elle représente une chance unique pour les exportateurs algériens d'élargir leurs débouchés et de renforcer leur compétitivité. Pour de nombreux acteurs économiques, cet accord va bien au-delà des échanges commerciaux. « L'Afrique n'est

pas seulement un marché de proximité, c'est un espace stratégique pour notre économie. Grâce à la ZLECAF, nous pouvons réduire les barrières douanières, améliorer la compétitivité de nos produits et construire de véritables partenariats gagnant-gagnant », a estimé un représentant du patronat algérien. La réussite de cette intégration repose toutefois sur plusieurs conditions : l'amélioration des infrastructures logistiques, la modernisation des corridors routiers et ferroviaires transafricains, la facilitation des paiements interbancaires et la mise en place de mécanismes d'assurance-crédit adaptés. Pour les entreprises, c'est aussi un défi culturel. Longtemps centrées sur le marché national, elles doivent désormais franchir les frontières et s'imposer dans un environnement concurrentiel. « C'est une occasion unique pour nos entreprises de se transformer, d'innover et de conquérir de nouveaux espaces », a souligné le président de la CAPC. La ZLECAF ouvre une porte inédite pour l'Algérie : celle d'une Afrique sans frontières commerciales, où ses produits (de la céramique aux solutions numériques) peuvent s'implanter durablement. Mais au-delà de l'accord, c'est une véritable culture de l'exportation qu'il faudra ancrer dans le secteur privé. À ce titre, la ZLECAF apparaît bien comme une chance historique, appelée à devenir un moteur essentiel de la diversification économique du pays.

11,4 MILLIARDS USD DE CONTRATS SIGNÉS À L'IATF 2025

Cap sur la concrétisation

Par M. A.

La foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), tenue récemment à Alger, a marqué un tournant dans la dynamique d'intégration économique du continent. Avec plus de 48 milliards USD de transactions conclues entre pays africains, soit une hausse de 5 milliards par rapport aux prévisions, l'événement a confirmé la place centrale de l'Algérie dans la nouvelle géographie économique africaine. À elle seule, elle a signé pour 11,4 milliards USD de contrats commerciaux, représentant plus de 20 % du total. L'ampleur de ce rendez-vous a dépassé toutes les attentes : plus de 2 000 exposants, 49 pays africains représentés, 21 délégations internationales et plus de 112 000 visiteurs. Mais au-delà de ces chiffres, l'enjeu désormais réside dans la concrétisation effective des accords conclus. Plusieurs projets portés par des entreprises algériennes se distinguent. La société Agrolog, spécialisée dans l'agroalimentaire et la logistique, a conclu un accord majeur avec un parte-

naire ougandais pour la transformation de cacao et de café. « Il s'agit d'un projet de 200 millions USD sur cinq ans, qui permettra d'importer chaque année près de 20 000 tonnes de cacao à transformer localement », a expliqué Mohamed Batraoui, directeur général d'Agrolog. Selon lui, l'objectif est double : réduire la facture d'importation et positionner l'Algérie comme hub régional de transformation. De son côté, le groupe Madar Holding, via sa filiale Tafadis, a signé 27 contrats portant sur l'exportation de 1,4 million de tonnes de sucre, soit l'équivalent de 18 mois de production nationale. « Rien qu'avec la Libye, nous avons conclu un accord portant sur 360 000 tonnes », a précisé Ahmed Derai, PDG de Tafadis. Pour lui, ces engagements traduisent « la volonté de l'industrie algérienne de répondre aux besoins africains tout en préservant l'autosuffisance nationale ». La réussite de l'IATF ne se limite toutefois pas à la signature des contrats. Le Président de la République a annoncé qu'il assurerait un suivi personnel de leur exécution, en coordination avec le

ministère du Commerce extérieur. Une commission spéciale a déjà été mise en place pour garantir le respect des délais, des volumes et des normes de qualité. Comme l'a rappelé Abdelouahed Kerrar, vice-président du Conseil de renouveau économique algérien (CREA), « le plus grand défi aujourd'hui est d'assurer la traduction de ces contrats en réalisations concrètes. Signer est une étape, mais exécuter dans les temps et selon les standards exigés en est une autre ». Malgré l'enthousiasme, plusieurs freins persistent. Les opérateurs économiques évoquent l'insuffisance des infrastructures logistiques, la complexité des procédures douanières et fiscales, ainsi que les lenteurs du système bancaire. « Sans un accompagnement renforcé des banques, il sera difficile d'honorer certains engagements, surtout dans les filières à forte intensité de capitaux », a souligné Amine Boutalbi, président directeur général du Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID). L'intégration de l'Algérie dans le système panafricain de paiement électronique est, à ce titre, perçue comme

un levier majeur pour fluidifier les transactions et contourner les lenteurs des circuits financiers classiques. Avec ses excédents industriels dans le ciment, l'acier et les engrais, ses productions agroalimentaires et ses ambitions numériques, l'Algérie dispose d'atouts solides pour s'imposer comme un acteur clé du commerce intra-africain. Comme le souligne Mohamed Hachemaoui, directeur général de l'École supérieure de gestion et d'économie numérique (ES-GEN) : « Nos entreprises doivent désormais franchir un cap culturel : passer d'une logique d'attente de la commande publique à une culture d'exportation offensive. L'Afrique est une chance historique à saisir ». L'IATF 2025 aura donc été un jalon décisif, mais la véritable épreuve commence maintenant : celle de la concrétisation. Transformer ces 11,4 milliards USD de contrats en succès industriels et commerciaux tangibles sera la clé pour consolider le statut de l'Algérie en tant que puissance économique montante sur le continent, ont plaidé les intervenants de l'émission « El Mouachir » de la Chaîne I de la radio nationale.

MINES

La société russe VESNA propose ses services à Sonarem

Par S. R.

Le président-directeur général du groupe Sonarem, Belkacem Soltani, a reçu, hier au siège du groupe, une délégation de la société VESNA, filiale du groupe public russe «Gazprom», conduite par son directeur général, Stanislav Khomenko, en présence de cadres des deux parties. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'examen des perspectives de coopération. Le PDG de Sonarem a souhaité la bienvenue à la délégation russe et a présenté un exposé détaillé sur les activités du groupe et de ses filiales dans le domaine minier, réaffirmant l'ouverture de Sonarem à des partenariats fructueux, au service des intérêts mutuels. De son côté, la délégation russe a exprimé son vif intérêt pour une collaboration avec Sonarem à travers la fourniture de services avancés et innovants, espérant que cette rencontre constitue un point de départ pour des discussions approfondies et un élargissement de la coopération vers plusieurs domaines, notamment les études d'exploitation et les solutions numériques, compte tenu de l'intérêt particulier de la société pour le secteur minier. Par la suite, des cadres des deux parties se sont réunis en séance de travail, au cours de laquelle les experts russes ont présenté leurs compétences et capacités, en particulier dans l'accompagnement et les solutions numériques. En retour, les responsables de Sonarem ont exposé la nature des activités du groupe sur les différentes étapes de la chaîne de valeur, en mettant l'accent sur l'importance de la transformation et de la valorisation des ressources minières. À l'issue de la rencontre, les deux parties ont convenu de programmer de futures discussions en visioconférence afin d'approfondir les échanges et de renforcer la coordination en vue d'aboutir à des accords opérationnels lors de la prochaine étape. Il convient de rappeler que le groupe russe «Gazprom» dispose d'une vaste expérience dans l'accompagnement des grandes entreprises minières, notamment à travers des solutions numériques avancées dans les études, la surveillance digitale et le contrôle à distance, ce qui constitue un atout majeur pour l'exploitation et le développement des ressources minières au sein de Sonarem.

SÉTIF

Le 3ème congrès international d'oncologie s'ouvre aujourd'hui

La ville de Sétif abritera, aujourd'hui, la 3ème édition du congrès international d'oncologie qui réunira des spécialistes algériens et étrangers issus de 5 pays, a indiqué, mardi, le chef du service d'oncologie de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) de lutte contre les maladies cancéreuses de Sétif, le Pr Adlane Dib. M. Dib, également superviseur général de la rencontre, a précisé que cette édition, organisée par l'EHS anticancer, en coordination avec la Société algérienne de formation et de recherche en oncologie (SAFRO), verra la participation d'environ 500 praticiens, dont 50 professeurs et experts représentant 30 wilayas du pays et 5 autres pays, à savoir l'Allemagne, la Belgique, la Tunisie, l'Egypte et l'Arabie Saoudite. Les participants à cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la formation continue, présenteront plus de 30 interventions articulées autour de 6 axes : "Analyse de la réalité des patients atteints de cancer en Algérie : accent sur les cancers les plus répandus", "Cancer du sein" (à l'occasion d'octobre rose), "Cancer du poumon", "Cancer du côlon", "Cancer de la thyroïde" et "Cancer des glandes digestives". A cette occasion, quatre ateliers de formation seront également organisés : le premier à l'intention des médecins généralistes, le deuxième consacré à la psychologie et aux soins palliatifs, le troisième à l'intention des infirmiers, et le dernier portant sur l'importance d'une bonne prise en charge. Ce congrès vise, selon le Pr Dib, à débattre des dernières avancées médicales en matière de lutte contre les tumeurs malignes et leurs applications sur le terrain, ainsi qu'à échanger des expériences pour améliorer le niveau de prise en charge des patients atteints de cancer en Algérie.

ALGÉRIE TÉLÉCOM Ajustement des horaires de travail des agences commerciales

Les horaires de travail au niveau des agences commerciales de l'entreprise "Algérie Télécom" seront fixées, à partir de mercredi, de 8h00 à 18h00, a annoncé, mardi, l'entreprise dans un communiqué. Les agences commerciales d'Algérie

Télécom "continueront à assurer leurs services à la clientèle durant la période hivernale, selon l'horaire suivant : du samedi au jeudi, de 8h00 à 18h00, et ce à compter du 1er octobre 2025", a précisé la même source.

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	1,63	6,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1415,00	0,35	0,38	-0,01	9,10	5,50	72768	102 966 720,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	0,18	-1,71	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 118,00	2118,00	0,00	-5,39	-6,61	10,10	5,90	2072	4 388 496,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,12	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	2,99	-0,57	3,78	5,25	0	0,00

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ASSOCIATIONS DE JEUNES PORTEUSES DE PROJETS

Le ministère organise une session de formation à Tipasa

Le ministère de la Jeunesse organise, à partir de mercredi à Tipasa, une session de formation destinée à renforcer les capacités des associations de jeunes porteuses de projets financés par le ministère au titre de l'exercice 2025, sous le thème: "Un partenariat actif pour des projets créatifs ciblés", indique un communiqué du ministère. Organisée à la maison de Jeunes "Chahid Moussa Zitouni" à Tipasa, cette session de formation de trois (3) jours s'inscrit dans le cadre de "la concrétisation des objectifs de la stratégie nationale de la jeunesse, l'encouragement du mouvement associatif à participer à la gestion des affaires publiques en lien avec la jeunesse, la poursuite des efforts visant à autonomiser les associations de jeunes partenaires du secteur, et la consolidation de leur rôle au service de l'accompagnement et de l'encadrement des jeunes dans leurs espaces". Cette session s'inscrit également dans le

cadre de "l'engagement du ministère de la Jeunesse à former les associations bénéficiaires de financements, pour leur permettre de maîtriser les outils pour gérer efficacement les projets et assurer leur pérennité, et de réaliser l'impact positif escompté sur le terrain, ce qui contribue à dynamiser les espaces pédagogiques des établissements de jeunesse et à renforcer leur attractivité". Cette formation vise à "renforcer les rôles des associations actives dans le domaine de la jeunesse dans la réalisation des objectifs de la stratégie nationale de la jeunesse, améliorer la performance des associations porteuses de projets financés, et consolider leurs capacités dans la gestion des conventions de financement et la mise en œuvre des activités programmées avec efficacité et transparence", selon le communiqué La formation est encadrée par des enseignants et des experts spécialisés dans la gestion des projets associatifs, qui aborderont nombre de thé-

matiques, à savoir : "La stratégie nationale de la jeunesse: un partenariat avec les associations", "L'approche de la gestion du projet associatif", et "Le processus de l'appel à financement des projets associatifs". Le ministère a également souligné que cette formation s'inscrit aussi dans le cadre "de la vision du secteur visant à promouvoir la gouvernance dans la gestion des projets associatifs financés et à consacrer la culture de la formation et de l'accompagnement continu, contribuant ainsi au développement et à la promotion de l'action associative et à la réalisation des objectifs du secteur destinés à la jeunesse". Les sessions de renforcement des capacités, destinées à toutes les associations partenaires du secteur, se poursuivront à travers toutes les wilayas du pays, selon un programme et un calendrier qui seront annoncés dans les prochains jours, conclut le communiqué.

AIR ALGÉRIE

103 vols domestiques supplémentaires hebdomadaires à partir du 26 octobre

La compagnie Air Algérie a annoncé le renforcement de son programme de vols domestiques par 103 vols supplémentaires hebdomadaires, soit 15.164 sièges additionnels, à partir du 26 octobre prochain, et ce en réponse à la demande croissante et dans le cadre de l'élargissement des services de la compagnie à travers les différentes régions du pays, indique, mardi, un communiqué d'Air Algérie. Un total de 84 de ces nouveaux vols sera assuré par Air Algérie, soit 11.500 sièges additionnels, tandis que 19 vols seront pris en charge par la compagnie Domestic Airlines, filiale d'Air Algérie, soit 3664 sièges hebdomadaires, permettant ainsi de renforcer la couverture vers les différentes destinations nationales, a précisé la source. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une "vision nationale à même d'assurer l'égalité des chances en matière de développement et à fournir des services contribuant au soutien de la dynamique socioéconomique et touris-

tique". Elle traduit également "l'engagement de la compagnie à développer le transport aérien national à travers la mise à disposition de services sûrs et fiables, répondant aux aspirations des citoyens", a souligné le communiqué. Air Algérie poursuit ses efforts visant à "moderniser sa flotte et à adopter des solutions

innovantes pour améliorer les conditions de voyage et rehausser la qualité de ses services, renforçant ainsi sa place en tant qu'acteur majeur du transport aérien". La compagnie Domestic Airlines, filiale d'Air Algérie, a été créée au mois d'août dernier, suite au transfert de propriété de la compagnie Tassili Airlines, du groupe Sonatrach à Air Algérie.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		أسعار التجزئة ²			المنتجات
		Prix du détail ¹		دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا
	Tomate	63	75	50	الطماطم
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف
	Carotte	92	104	81	الجزر
	Navet	104	117	92	لفت
	Poivron	85	99	71	القلقل الاخضر
	Piment	116	135	97	القلقل الحار
	Courgette	97	111	82	الكوسة
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	110	125	96	الخس
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي
	Datte	590	717	463	التمر
	Banane	425	437	413	الموز
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر
	Raisin	215	277	152	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS MIGRATOIRES

L'Algérie lance un projet stratégique avec l'ICMPD

À l'occasion du lancement officiel du projet de partenariat pour le renforcement des capacités en matière de gouvernance de la migration en Algérie, organisé avec l'appui du Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD), le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et du Transport, M. Saïd Sayoud, a présenté les enjeux, les défis et les orientations adoptées par l'Algérie pour mieux gérer la question migratoire.

Par Réda Hadi

Le ministre a d'abord rappelé, dans son discours d'ouverture, que cette rencontre constitue l'aboutissement de près de deux années de travaux préparatoires. L'objectif était de mettre en place un projet ambitieux, destiné à renforcer les capacités nationales dans un domaine devenu à la fois prioritaire et sensible. Selon lui, la migration est un phénomène multidimensionnel, dont les répercussions touchent le social, l'économie et la politique, et qui mobilise un intérêt croissant de la communauté internationale. Dans certaines situations, elle peut même représenter une menace grave pour la stabilité des États. Il a souligné que l'Algérie est particulièrement concernée par les dynamiques migratoires, en raison de sa position géostratégique au carrefour du Maghreb, du Sahel et de la Méditerranée. Le pays a vu arriver au fil des années des vagues de migrants, notamment en provenance du Sahel, qui empruntent des routes migratoires périlleuses. Ces mouvements massifs ont généré des pressions multiples, avec des risques sécuritaires, sanitaires et sociaux grandissants. Depuis longtemps, l'Algérie fait face à ces

défis avec une intensité croissante. La complexité des flux migratoires exige désormais des politiques plus adaptées, conciliant protection des populations et défense des intérêts nationaux. Et en ce sens, une approche migratoire équilibrée a été adoptée, dira-t-il. Et de rappeler que sous l'impulsion du Président de la République, «l'Algérie a adopté une approche globale et intégrée pour gérer la migration. Cette politique repose sur trois piliers : L'approche humanitaire afin de garantir les droits humains et traiter les migrants avec dignité. L'approche sécuritaire pour protéger la souveraineté nationale et maintenir la stabilité, et enfin la question du développement pour s'attaquer aux causes profondes de la migration». L'Algérie a ainsi veillé à respecter ses engagements internationaux en ratifiant plusieurs conventions liées aux droits de l'homme et à la protection des migrants. Elle a également entretenu un dialogue constructif avec ses voisins, privilégiant la coopération régionale et la coordination multilatérale. Le ministre a rappelé aussi que sans négliger l'aspect humanitaire, les autorités algériennes ont mis en place des dispositifs pratiques pour la prise en

charge des migrants. Des ressources humaines, matérielles et financières importantes ont été mobilisées afin d'assurer leur accueil dans des conditions respectueuses de la dignité. Parmi ces mesures figurent notamment : « L'accès aux soins de santé ; des campagnes de vaccination pour les enfants et une aide humanitaire ponctuelle adaptée aux besoins essentiels ». Ces efforts reflètent la fidélité de l'Algérie aux valeurs de solidarité, de fraternité et de bon voisinage, qui sont au cœur de sa diplomatie et de sa culture politique. Au-delà de la gestion immédiate, l'Algérie mise, souligne le ministre, sur le développement durable comme moyen de réduire les flux migratoires irréguliers. Elle estime que les causes profondes de la migration se trouvent dans les déséquilibres économiques et sociaux des pays d'origine. Ainsi, elle soutient activement le développement des pays voisins à travers des projets structurants tels que : « La route de l'Unité africaine, le déploiement de réseaux ferroviaires, l'électrification rurale et l'accès à Internet et aux énergies modernes ». Ces initiatives visent à offrir des alternatives durables aux populations tentées par l'exil, tout en consolidant l'intégration régionale.

INDUSTRIE

Le ministre exhorte GICA à accélérer ses projets stratégiques

Par R E.

Dans le cadre de ses rencontres régulières avec les groupes industriels publics, le ministre de l'Industrie, Yahia Béchir, a tenu, avant-hier, une réunion de travail avec les responsables du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA). Étaient présents à cette rencontre le PDG du groupe, les directeurs généraux des filiales, ainsi que plusieurs cadres du groupe et du ministère. Au cours de cette réunion, une présentation détaillée a été faite sur les activités du groupe, ses résultats ré-

cents, les projets en cours, ainsi que les obstacles rencontrés, qu'ils soient administratifs ou techniques, par les différentes unités de production à travers le pays. Le ministre a souligné l'importance des visites sur le terrain pour mieux appréhender les réalités et les difficultés auxquelles font face les travailleurs et cadres sur les sites de production. Il a appelé à une gestion plus proactive des préoccupations exprimées par les équipes. Le groupe a enregistré des performances jugées positives, marquées par une croissance soutenue de la production et des ventes, notam-

ment pour le ciment et le clinker, en réponse à une demande nationale en hausse. Sur le plan international, GICA se distingue par l'exportation de plusieurs millions de tonnes de ses produits chaque année, consolidant ainsi la position de l'Algérie comme acteur crédible et compétitif dans le domaine des matériaux de construction. Le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer le lancement des projets programmés, en particulier celui du pôle technologique du groupe, qui connaît certains retards. Il a également évoqué la réactivation des projets issus des biens confisqués afin

de les intégrer dans les chaînes de valeur et stimuler le développement économique national. En clôture, Yahia Béchir a donné une série d'instructions pour accompagner le groupe dans la levée des contraintes identifiées et a annoncé la tenue de rencontres périodiques pour assurer le suivi de la mise en œuvre des projets. Une démarche qui s'inscrit pleinement dans les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la contribution du secteur industriel public au développement économique du pays.

COLLECTIVITÉ LOCALES

Le ministre insiste sur un suivi rigoureux des projets

Par R E.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a insisté, mardi soir, dans la commune de Tiout (wilaya de Naâma) sur l'importance d'un suivi strict et sur le terrain pour assurer le parachèvement des programmes d'amélioration urbaine dans les délais impartis. En donnant le coup d'envoi du projet d'aménagement d'un jardin public et de réhabilitation des espaces entourant l'oasis touristique de Tiout, financé conjointement par le budget des collectivités locales et d'autres programmes sectoriels pour une enveloppe d'environ 210 millions de di-

nars, le ministre a souligné que les opérations d'aménagement dans les communes à vocation touristique doivent respecter les spécificités architecturales et patrimoniales locales. Ceci permettra de garantir un développement équilibré, alliant authenticité et modernité, tout en renforçant l'attractivité touristique de ces zones. M. Sayoud a ajouté que les programmes d'amélioration urbaine ont bénéficié d'un financement conséquent de la part de l'Etat, en particulier dans des communes comme celles de la wilaya de Naâma, riches en potentiel touristique, historique, culturel et environnemental, propices à la promotion de l'investissement local. Il a également mis en avant la né-

cessité de tirer parti de ces ressources pour créer des infrastructures d'accueil et de loisirs, stimuler le tourisme, et générer des emplois. Le ministre a souligné que la présence sur le terrain et l'écoute directe des citoyens sont essentielles à la mise en œuvre d'un développement durable, en phase avec les aspirations des populations. Il a précisé que sa visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'état d'avancement des projets ayant un impact direct sur les conditions de vie des citoyens, conformément à la nouvelle dynamique impulsée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, basée sur une gestion participative des affaires

locales. Au terme de sa visite dans la wilaya, le ministre a procédé, dans la commune de Tiout, à l'inauguration d'un CEM baptisé au nom du "Chahid Ben Ghana Miloud" ainsi que du nouveau siège de la commune, qui comprend les différents services administratifs, une salle de conférences et un bureau des documents biométriques, ce qui permettra d'améliorer la qualité des services publics rendus aux citoyens. Durant sa visite, M. Sayoud a écouté les doléances des citoyens et des représentants de la société civile, réaffirmant l'engagement de l'Etat à prendre en charge les propositions de développement susceptibles de relancer l'économie locale.

CACOBATPH De nouveaux services à l'étude

Par Selma R.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a mis en avant, mardi, le rôle stratégique de la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH) dans le soutien à l'économie nationale. Il a appelé à améliorer la qualité des prestations et à explorer la possibilité de lancer de nouveaux services sociaux au profit des travailleurs. Lors d'une réunion de travail avec les cadres de la Caisse, le ministre a rappelé que la CACOBATPH contribue directement au renforcement de la protection sociale des travailleurs de secteurs vitaux comme le bâtiment, les travaux publics et l'hydraulique. Il a insisté sur la nécessité de rationaliser les dépenses et de garantir une prise en charge rapide et efficace des bénéficiaires. M. Saihi a donné des instructions strictes pour accélérer la digitalisation des prestations et rapprocher l'administration des citoyens. L'objectif est de simplifier les démarches, réduire les déplacements des usagers et améliorer l'efficacité du service public, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Au-delà des missions actuelles, le ministre a appelé à étudier l'élargissement du champ de couverture de la Caisse afin d'inclure de nouvelles catégories de travailleurs, non encore bénéficiaires. Cette extension s'inscrirait dans la démarche de l'État visant à renforcer la justice sociale et à protéger la dignité de l'ensemble des travailleurs. En clôturant la rencontre, Abdelhak Saihi a formulé plusieurs recommandations destinées à améliorer la gouvernance, renforcer l'efficacité de la Caisse et consolider le service public.

Erratum

Une erreur s'est produite lors de notre édition du mercredi 1er octobre 2025, portant le numéro 733, dans l'article sur l'investissement à la page 5. Le nombre de projets enregistrés à l'AAPL est de 17 385 et non 173 385. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs qui auront rectifiés de même.

TISSEMSILT

Réhabilitation de plusieurs services de l'établissement public hospitalier

Plusieurs services de l'Etablissement public hospitalier "Chahid Djerar Benabdallah" de Tissemsilt ont bénéficié d'opérations de réhabilitation et de mise à niveau, a-t-on appris, mardi, du directeur de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya, Bahaeddine Fatmi. Le même responsable a précisé que l'opération a concerné de nombreux services, notamment ceux de médecine interne, de chirurgie générale, des maladies infectieuses, d'hémodialyse et d'oncologie. Les travaux sont en phase d'achèvement, en particulier dans quatre salles d'opérations chirurgicales, et dont la réception est prévue prochainement, après la finalisation des raccordements aux gaz médicaux, a-t-il indiqué.

M. Fatmi a souligné que ces travaux de réhabilitation, visant à améliorer les prestations médicales offertes aux patients, ont mobilisé une enveloppe financière de plus de 79 millions DA, rappelant que l'Etablissement public hospitalier "Chahid Djerar Benabdallah" a réceptionné, au cours de cette année, 14 appareils d'hémodialyse. A rappeler que le secteur de la santé dans la wilaya a bénéficié, durant la même année, d'un projet de réalisation d'un nouvel hôpital d'une capacité de 240 lits, qui regroupera diverses spécialités médicales et chirurgicales. Le futur établissement de santé sera réalisé dans la commune de Tissemsilt et devra contribuer à alléger la pression sur les trois établissements publics hospitaliers existants dans la région, situés à Tissemsilt, Bordj- Bounaama et Theniet El-Had.

UNIVERSITÉ CONSTANTINE 1

Introduction de masters stratégiques en biologie, biotechnologie et droit

L'Université Frères Mentouri - Constantine 1 a renforcé, au titre de la nouvelle saison universitaire 2025-2026, son offre pédagogique par le lancement de masters à forte portée stratégique, marquant ainsi une orientation résolue vers la formation d'élites universitaires aptes à accompagner les mutations technologiques, scientifiques et sanitaires, a indiqué, mardi, le recteur de cet établissement, le professeur Ahmed Bouras.

Prononçant l'allocution inaugurale de la cérémonie officielle de la rentrée universitaire 2025-2026, organisée en présence du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda et de la communauté universitaire, M. Bouras a précisé que l'Université a concrétisé, cette année, son ambition d'ériger le modèle de "l'Université stratégique", à travers l'ouverture de nouveaux parcours de formation dans des disciplines vitales. Il s'agit notamment des spécialités "diagnostic moléculaire des maladies humaines", "gestion durable", ainsi que du "traitement et de la valorisation des déchets" dans les branches de la biologie et de la biotechnologie. A cela s'ajoute un master en "droit de la numérisation" visant à répondre aux évolutions technologiques, ainsi qu'un autre en "droit hospitalier" destiné à encadrer les innovations liées à la santé publique. Cette rentrée universitaire a été également

marquée par d'autres nouveautés pédagogiques, dont le lancement d'un diplôme d'ingénieur en sciences agronomiques, spécifiquement conçu pour soutenir le développement agricole, confirmant la volonté de l'Université d'ancrer la recherche scientifique au service de l'économie nationale et du développement local. A l'occasion de cette rentrée, l'Université de Constantine 1 a enregistré l'inscription de 6.200 nouveaux étudiants en première année licence (L1), auxquels s'ajoutent 3.900 étudiants en première année master (M1), dont 500 provenant d'autres wilayas, ainsi que 3.400 nouveaux diplômés de la même université. Le nombre total d'étudiants inscrits s'élève ainsi à 30.110. Par ailleurs, 19 enseignants nouvellement recrutés rejoignent cette institution, portant l'effectif global à 1.683 enseignants, permettant d'atteindre un ratio d'encadrement de 17 étudiants par enseignant, conforme aux standards internationaux.

A rappeler que l'Université Constantine 1 avait, dès l'année universitaire précédente, généralisé l'utilisation des technologies de quatrième génération dans l'ensemble de ses facultés, et introduit pour la première fois deux spécialités en enseignement des langues espagnole et chinoise, s'inscrivant dans une dynamique d'ouverture sur la coopération internationale et de diversification de son offre pédagogique. Il convient de signaler que la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année universitaire a été également marquée par la présentation d'une conférence sur la citoyenneté, intitulée "La citoyenneté à travers les comportements et les pratiques au sein des établissements d'enseignement supérieur", animée par la docteure Adhra Benyassad. Quinze (15) enseignants chercheurs promus au grade de "Professeurs", issus de diverses universités, instituts et facultés ont été honorés lors de cette cérémonie.

TLEMCCEN

85 projets pour moderniser le réseau de télécommunications via la fibre optique

La direction opérationnelle d'Algérie Télécom de la wilaya de Tlemcen a lancé, depuis le début de l'année en cours, 85 projets de modernisation du réseau de télécommunications par la technologie de la fibre optique, au niveau du Grand Tlemcen, a-t-on appris, mardi, auprès de cette direction. Le directeur opérationnel d'Algérie Télécom, Mes-saoudane Bachir, a déclaré que ces projets de raccordement au réseau de fibre optique ont permis la modernisation du réseau téléphonique en

cuivre, remplacé par cette technologie avancée, au niveau du Grand Tlemcen, qui regroupe les communes de Tlemcen, Mansourah et Chetouane. Cela permettra de fournir une connexion Internet à très haut débit, atteignant jusqu'à 1,5 gigabit par seconde, en plus d'une amélioration significative de la qualité des services offerts aux clients. Ces projets, dont l'avancement dépasse les 80 %, concernent la modernisation et la mise à niveau des réseaux dans plusieurs quartiers des com-

munes de Tlemcen (Oudjlida, Boudjlida), Mansourah et Chetouane (Ouzidane), avec une capacité de 100 000 accès, et leur mise en service est prévue avant la fin de l'année. Par ailleurs, la même direction a également programmé plus de 100 autres projets de raccordement à la fibre optique dans plusieurs zones et villages, avec une capacité de plus de 30 000 accès. Les deux tiers de ces travaux sont déjà réalisés, le reste devant être finalisé avant la fin de l'année en cours, selon la même source.

GUELMA

Mise à disposition de 332 bus pour le transport scolaire durant l'année scolaire 2025-2026

Plus de 332 bus scolaires ont été mobilisés pour le transport des élèves des différentes communes de la wilaya de Guelma, scolarisés dans les trois cycles de l'enseignement durant l'année scolaire 2025.2026, a indiqué, mardi, le wali, Mme Houria Aggoun. La responsable de l'exécutif local a déclaré à l'APS que la mise à disposition de ce nombre "important" de

bus pour le transport des élèves s'inscrit dans le cadre des mesures prises pour fournir des conditions de scolarité optimales, en particulier pour les élèves résidant dans les zones éloignées des établissements scolaires où ils poursuivent leurs études. Mme Aggoun a précisé que la flotte de bus dédiée au transport scolaire se compose de 163 bus appartenant aux 34 communes de la

wilaya (dont 20 véhicules neufs financés sur le budget de wilaya), et de 169 autres bus loués auprès de transporteurs privés pour répondre aux besoins exprimés et éviter toute perturbation pouvant occasionner des retards dans le transport des élèves vers leurs établissements puis vers leurs domiciles. La même responsable a également affirmé que la wilaya a "pris des mesures pour

fournir, si nécessaire, des aides financières aux communes où des dysfonctionnements dans le transport scolaire pourraient apparaître et ce, afin de garantir le transport quotidien des élèves dans de bonnes conditions". Pour rappel, plus de 153.000 élèves ont rejoint, le jour de la rentrée scolaire, les bancs des écoles, des collèges et des lycées de la wilaya de Guelma.

AÏN TÉMOUCHENT

Plusieurs projets de développement en cours dans la daïra de Oulhassa

Les communes de Oulhassa et Sidi Ouriach, dans la wilaya de Aïn Té-mouchent, bénéficient de plusieurs projets de développement dans différents secteurs, a-t-on constaté lors d'une visite d'inspection effectuée, mardi, par le wali Mabrouk Ould Abdennebi. A Oulhassa, les travaux de réalisation de 40 logements publics locatifs sont en cours. Le projet devra être livré en mai de l'année prochaine, selon les explications fournies par les responsables de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Le wali a insisté sur le respect des délais de livraison et sur la

valorisation optimale du terrain, qui s'étend sur 5 000 m², en vue d'y programmer d'autres projets d'habitat. La même commune a également été renforcée par un groupe scolaire mis en service à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, et qui devra être doté, dans un délai de deux mois, d'une cantine scolaire servant plus de 200 repas, dont les travaux avancent de manière significative. Par ailleurs, le wali a inspecté le projet de réhabilitation de la polyclinique de Oulhassa, qui fonctionne 24h/24. Les travaux, financés à hauteur de 49 millions de dinars, sont réalisés à 45 %, avec

une livraison prévue avant la fin de l'année, selon le directeur de la santé et de la population, Abdelkrim Mohamed Zelmam. M. Ould Abdennebi a également souligné que le secteur de la santé a bénéficié cette année de l'inscription d'une étude pour la réalisation d'un hôpital de 69 lits au profit de la daïra de Oulhassa, et que des démarches sont en cours pour faire inscrire ce projet dans le cadre des propositions de développement pour l'année prochaine. A Sidi Ouriach, le wali a visité le projet de réalisation d'un nouveau siège pour l'APC, doté d'un budget de 86 millions

de dinars, et dont les travaux affichent un taux d'avancement important. Il reste à lancer les travaux d'aménagement extérieur et de l'entrée principale du bâtiment. Il a également inspecté le projet de réalisation du stade communal de Sidi Ouriach, appelant à rattraper le retard accumulé pour permettre sa mise en service au profit du club local et des jeunes. Il a donné des instructions pour lever toutes les réserves nécessaires à l'obtention du certificat de conformité, qui permettra d'accueillir des rencontres officielles au niveau des championnats de wilaya et régionaux.

IA GÉNÉRATIVE

Les GAFA intermédiés à leur tour ?

3 %. C'est ce que représente (déjà) la part du trafic générée par les IA génératives comme ChatGPT (86 %) et DeepSeek (3 %) face aux moteurs de recherche traditionnels.

Par Cyril Vart, EY Fabernovel

Cette étude de OneLittle-Web (avril 2025) montre que si nous sommes encore en bas de la courbe d'adoption, c'est l'usage des IA qui a probablement le plus de chance de démanteler les GAFA que les régulations (et tous les procès liés) elles-mêmes. Ce nouvel usage réouvre le jeu des grands monopoles technologiques. Et pour cause, la recherche traditionnelle, avec son lot de scroll, ses liens bleus et clics associés, s'efface progressivement au profit des usages des moteurs de réponse. Cela peut paraître anodin, mais c'est finalement tout le modèle qu'ont bâti les GAFA qui est aujourd'hui remis en question. Là où l'on effectuait une recherche sur un moteur pour l'achat d'une voiture par exemple, il fallait naviguer sur des dizaines de résultats et autant de clics sur des sites, quand l'assistant génératif donne une réponse et la recommandation adaptée directement. La bascule ? Ces nouvelles recherches échappent à l'exposition publicitaire, base du modèle économique. Tous les signaux sont au vert pour que ces usages continuent de se développer

massivement, on l'a vu d'ailleurs dans les investissements étrangers en France l'année passée dans le baromètre EY de l'Attractivité, où l'IA est un des secteurs qui comptabilisent le plus de projets ou encore les milliards annoncés à Choose France – surtout orientés sur la capacité (data centers) à opérer en France et en Europe.

Intermédiation, vice repetita ?

Si les GAFA ont intermédié les médias, nous n'avons jamais été aussi proche qu'ils le soient à leur tour. Dans un nouveau monde où les boomers continueraient peut-être à utiliser uniquement la recherche traditionnelle, les nouvelles générations uniquement le génératif et les générations intermédiaires un peu des deux usages... Le modèle des géants est chamboulé. Pourquoi ? Ils ont basé leur business sur un déploiement mondial et unique de produit ou service où « faire de la dentelle » n'existe pas ou peu, à l'exception peut-être de la variable tarifaire adaptée au pouvoir d'achat du pays où ils opèrent. Devoir créer, opérer et maintenir de nouveaux systèmes, gourmands en infrastructures et investissements, tout en conservant les anciens pour répondre à cette « généralisation » du web est plutôt

contre nature. Mais il est certain que les géants vont se battre pour ne pas voir partir usages et données, cœur de leur réacteur. L'annonce du déploiement généralisé d'AI Overview faite à la conférence développeur I/O en est l'illustration parfaite : elle n'annonce pas la mort de sa poule aux œufs d'or mais un premier moyen d'essayer d'éviter la fuite des usages sans changer profondément son interface de recherche traditionnelle et continuer ainsi de démontrer aux annonceurs que son inventaire publicitaire est toujours le plus attractif. Satisfaire, sur un marché fragmenté, plusieurs usages et générations en une plateforme n'est-il pas un trop grand écart ? C'est peut-être le passage nécessaire (rappelons que nous sommes encore en bas de la courbe d'adoption) avant que les usages ne changent complètement et pouvoir à terme, propulser Gemini, l'assistant génératif de Google.

Un modèle économique à trouver

Outre la question du coût environnemental et du nombre de litres d'eau par requête, une autre grande question demeure : quel modèle économique derrière les moteurs d'IA générative ? Les abonnements ont été le premier levier

mais force est de constater que le modèle n'est pas rentable pour les moteurs grand public. Est-ce que la publicité refait son apparition dans les résultats de réponses ? C'est une forte possibilité. Quand je chercherai mes nouvelles sneakers, les annonceurs payeront peut-être pour figurer dans les trois premières réponses voire pour être la marque suggérée ? Une chose est sûre, tant que le modèle économique n'est pas trouvé et que la nouvelle interface IA générative est entièrement arrêtée, la place est grande ouverte pour les nouveaux entrants... et pas que pour les géants de la Tech, mais aussi pour les marques fortes qui pourraient lancer leur IA agentique. Une façon d'arriver en tant que spécialiste, proposer une valeur ajoutée et une finesse de réponse qui dépasse celle des IA généralistes. Évidemment, une façon de retrouver ce que les modèles propriétaires et non interopérables des GAFA ne pouvaient plus permettre : ré-intermédiaire en ligne sa relation avec le client, pour être le point de contact unique et collecter de nouveau de la donnée utile précédemment laissée aux moteurs de recherche et autres grands réseaux sociaux.

Source : actuaia.com
publié le 21/05/2025

Le risque d'un shutdown menace l'économie américaine

Par Margot Ruault

Point d'achoppement sur l'assurance maladie

Les États-Unis sont une nouvelle fois menacés de paralysie budgétaire si les démocrates et les républicains ne parviennent à trouver un accord d'ici à mardi soir. Une situation qui pourrait avoir des conséquences sur les emplois et la croissance. Les États-Unis vont-ils réussir à échapper à la paralysie ? Le Congrès américain doit voter le budget avant mardi soir, minuit, la fin de l'année budgétaire. Si aucun accord n'est trouvé d'ici là, même temporaire, c'est le « shutdown » — l'arrêt des activités gouvernementales. « S'il faut fermer, il faudra fermer », a déclaré le président américain, Donald Trump, vendredi dernier. Dans ce cas précis, les républicains proposent un plan de dépenses temporaire s'étalant sur sept semaines. La Constitution américaine prévoit que le budget fédéral doit être approuvé par le Congrès, c'est-à-dire le Sénat et la Chambre des représentants, puis doit être validé par le président. C'est le shutdown lorsque le président et au moins une des deux chambres ne parviennent pas à s'accorder. Concrètement, hormis les services essentiels comme le contrôle du trafic aérien ou encore les forces armées, l'État fédéral se retrouve bloqué. Une grande partie des fonctionnaires sont dès lors au chômage, et les salaires sont gelés pour les employés toujours en poste.

La menace est d'autant plus forte cette semaine que les démocrates, qui représentent l'opposition, comptent s'opposer au budget. Si, en mars, ils avaient finalement cédé en votant le texte républicain pour éviter la paralysie, ils comptent cette fois bien faire pression pour gagner du terrain sur le dossier de l'assurance maladie. Les républicains, qui disposent pourtant bien de la majorité dans les deux chambres, ont tout de même besoin du vote de huit démocrates au Sénat (sept suffisent mais un sénateur républicain compte s'opposer au budget). Et de leurs côtés, ils ne sont prêts à aucune concession avec l'opposition. Dans ce contexte tendu, les chefs des deux partis ont rencontré Donald Trump lundi mais les négociations ont été un échec. J.D Vance, le vice-président, a ainsi déclaré que les démocrates mettaient « un pistolet sur la tempe des Américains ».

Des conséquences sur la croissance

Ce ne serait néanmoins pas la première fois que le pays est sous le coup d'un shutdown. Le plus long avait d'ailleurs eu lieu sous le premier mandat de Donald Trump et avait duré plus d'un mois. Si les conséquences économiques sont généralement faibles, elles pourraient, cette fois, être plus marquées. Premièrement en termes d'emplois. La Maison-Blanche a menacé de profiter d'une telle

paralysie pour préparer de nouveaux licenciements. Un coup dur pour les fonctionnaires qui ont déjà essuyé une première salve de coupes budgétaires et de renvois massifs, notamment avec la création du Doge, le « département de l'Efficacité gouvernementale ». Plus largement, la croissance américaine s'en trouverait affectée. Les salariés qui ne touchent plus de salaires reportent leur consommation. Les entreprises qui fournissent des biens et des services au gouvernement ne se voient pas régler leurs factures pendant cette période. Les sociétés ne peuvent plus non plus obtenir de nouveaux prêts du gouvernement ou encore se faire valider des permis. « Pour chaque semaine de shutdown, la baisse estimée du PIB trimestriel réel, par rapport à son niveau normal, est ainsi comprise entre 0,1 % et 0,3 %. Un gros mois de shutdown réduirait donc le PIB trimestriel réel de 0,5 % à 1,5 % », commente ainsi dans une note Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG School of Management. D'autant que le contexte économique actuel aux États-Unis est incertain, entre le rebond de l'inflation, les mauvais chiffres de l'emploi et le ralentissement de la croissance. Les droits de douane inédits mis en place par le président américain rajoutent de l'aléa, les économistes ayant des difficultés à évaluer leurs conséquences à venir sur l'économie américaine. « Dans une période plus favorable, je pense que même un arrêt prolongé ne perturberait pas l'économie.

Mais dans la situation économique actuelle, cela pourrait très bien être le facteur qui nous ferait sombrer », a ainsi argué Mark Zandi, économiste en chef chez Moody's Analytics, rapporte un article du New York Times.

Un risque pris en compte par les marchés

Les risques d'un shutdown se font déjà sentir sur les marchés. Le dollar chutait ce lundi alors que l'or, valeur refuge, battait son record à plus de 3 819,47 dollars l'once. Les investisseurs se montrent aussi inquiets concernant un possible report du rapport mensuel sur l'emploi en cas de shutdown. Publié par une agence fédérale, il sert de boussole aux marchés. « Le shutdown imminent pourrait avoir un impact plus important que d'habitude sur les marchés boursiers en raison de profondes divisions politiques, d'une économie vulnérable aux chocs externes et des récents changements de politique économique qui ont déjà perturbé les marchés cette année », pointe une note récente de JP Morgan. En cas de paralysie budgétaire, les taux d'intérêt sur les obligations d'État augmenteraient. « Un shutdown renforcerait donc les craintes d'un défaut des États-Unis sur leurs obligations souveraines en 2025 », estime Eric Dor. Plus largement, « les cours boursiers pourraient diminuer à cause de la hausse des taux d'intérêt, de la baisse d'activité et de l'opacité statistique induites par le shutdown », résume l'économiste.

Source : La Tribune.fr publié 29/09/2025

DUBAÏ
Nouvelle capitale mondiale de l'économie des créateurs

L'économie des créateurs numériques connaît une croissance sans précédent. Dans ce contexte, Dubaï prend une longueur d'avance avec le lancement de la Beautiful Destinations Academy, une initiative unique qui confirme la volonté de l'émirat d'attirer et de former les futurs professionnels du marketing touristique. Dubaï ne se contente plus d'être une destination touristique ou un hub commercial : la ville construit activement un écosystème dédié à l'économie numérique et créative. Le lancement de la Beautiful Destinations Academy, en partenariat avec Beautiful Destinations et la Dubai Corporation for Tourism and Commerce Marketing, s'inscrit dans le cadre du programme D33, qui vise à faire de Dubaï l'un des trois centres économiques les plus influents au monde d'ici 2033. L'objectif de cette académie est clair : structurer un parcours professionnel pour les créateurs de contenu dans le secteur touristique, aujourd'hui en pleine mutation. Le marketing de destination ne repose plus uniquement sur des agences traditionnelles, mais sur des créateurs capables de produire du contenu impactant, court, engageant, et parfaitement adapté aux codes des plateformes comme TikTok, Instagram, YouTube ou encore les formats immersifs appuyés par l'IA et la réalité augmentée.

QATAR
Participation à la réunion préparatoire du Comité de coopération en matière d'électricité et d'eau des pays du CCG

L'État du Qatar a participé à la 31^e réunion préparatoire du Comité de coopération en matière d'électricité et d'eau des pays du Conseil de coopération du Golfe, tenue au Koweït. Le Qatar était représenté par Son Excellence l'ingénieur Abdullah bin Ali Al Theyab, président de la Société publique qatarie de l'électricité et de l'eau « Kahramaa ». La réunion a porté sur les moyens de renforcer l'intégration régionale dans les domaines de l'électricité et de l'eau, l'avancement des projets d'interconnexion électrique et hydraulique, ainsi que le soutien aux programmes d'efficacité énergétique et de gestion de la demande. Les participants ont également abordé les cadres de gouvernance et les mécanismes de suivi des projets communs. Son Excellence l'ingénieur Abdullah bin Ali Al Theyab a réaffirmé l'engagement du Qatar à poursuivre la coopération avec les pays frères du Golfe pour développer une infrastructure régionale intégrée, garantissant la sécurité et la durabilité des approvisionnements, tout en soutenant les objectifs de transition vers une énergie propre.

POUR SON OFFRE DE SUKUK SOUVERAINS
L'Égypte entre dans une période de stabilisation

La Société financière égyptienne pour le Taskeek souverain a annoncé mardi l'émission de sukuk de référence en USD en deux tranches, avec HSBC Bank comme coordinateur de stabilisation pour l'offre.

L'émission comprend des sukuk à taux fixe arrivant à échéance le 7 avril 2029, et une seconde tranche arrivant à échéance le 7 octobre 2032. La République arabe d'Égypte, représentée par le ministère des Finances, agira en tant qu'obligé pour ces instruments de dette islamique. Un consortium d'institutions financières comprenant HSBC Bank plc, Abu Dhabi Islamic Bank, Citi, Dubai Islamic Bank et First Abu Dhabi Bank serviront de gestionnaires de stabilisation pour l'offre. La période de stabilisation devrait commencer le 30 septembre 2025 et se terminer au plus tard le 6 novembre 2025. Pendant cette période, les gestionnaires de stabilisation pourront sur-attribuer des titres ou mener des transactions pour soutenir le prix de marché des titres à des ni-



veaux supérieurs à ceux qui prévaudraient autrement, selon le communiqué de presse. Le mécanisme de stabilisation comprend une option de sur-allocation pouvant atteindre 5% du montant nominal global. Les activités de stabilisation seront menées de gré à gré. Les détails de tarification pour les deux tranches n'ont pas encore été annoncés. Les sukuk n'ont pas été enregistrés en vertu de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 et ne sont pas proposés à la vente aux États-Unis. Cette initiative marque le dernier effort de l'Égypte pour diversifier ses instruments de dette à travers des structures de finance islamique, alors que le pays continue de gérer son portefeuille de dette souveraine.

SPATIAL

La Mauritanie lorgne un marché africain de 22,6 milliards \$

De plus en plus de pays africains investissent dans le spatial. Au 1^{er} juillet 2025, 18 États du continent avaient déjà lancé un total de 67 satellites, selon Spacehubs Africa. Le gouvernement mauritanien souhaite se doter d'un programme spatial national dédié au développement des nanosatellites. L'exécutif ambitionne ainsi de mettre en place un système spatial souverain pour accompagner le développement global du pays et renforcer sa position dans le domaine des technologies spatiales, tant au niveau régional qu'international. Cette ambition s'inscrit dans un contexte où le marché spatial africain est estimé à 22,6 mil-

liards de dollars en 2024, selon Space in Africa. Ahmed Salem Ould Abode, ministre de la Transformation numérique, a tenu, le lundi 29 septembre, une réunion de haut niveau pour examiner les détails du projet. Dans un communiqué publié sur la page Facebook du ministère, il indique que le programme comprendra un ou plusieurs nanosatellites en orbite basse, ainsi qu'une infrastructure terrestre indispensable pour le contrôle et l'exploitation de ces satellites. Le programme vise également à assurer le transfert des compétences nécessaires à la conception, la fabrication et l'exploitation des nanosatellites par des experts nationaux. « Le pro-

gramme inclura des missions stratégiques pour la sécurité, la surveillance et l'observation, tout en élargissant la couverture pour garantir l'accès aux services numériques sur l'ensemble du territoire national », a ajouté le ministre. Le projet mauritanien intervient alors que plusieurs pays africains intensifient leurs investissements dans les satellites, notamment les nanosatellites. Le Sénégal a par exemple lancé, en août 2024, GAINDESAT-1A. D'autres pays comme Djibouti, la Côte d'Ivoire et le Botswana ont également mis en orbite leurs propres satellites récemment. Selon Space in Africa, 465,34 millions de dollars ont été

alloués au secteur spatial africain en 2024. Il convient toutefois de rappeler que le programme mauritanien est encore en cours de développement et qu'aucun calendrier n'a, pour l'instant, été dévoilé, ni pour sa finalisation ni pour la mise en orbite des nanosatellites. Par ailleurs, plusieurs acteurs du secteur soulignent des défis persistants à l'échelle continentale, notamment le manque de transparence, l'inefficacité de certains projets réduits à des lancements symboliques, la sous-exploitation de l'intelligence artificielle et l'insuffisante prise en compte des besoins réels des utilisateurs, ce qui rend certaines solutions peu adaptées au contexte africain.

SYLVICULTURE EN TUNISIE

Un enjeu majeur pour la conservation des forêts

La sylviculture en Tunisie constitue une composante essentielle pour la gestion et la préservation des espaces forestiers face aux variations climatiques et aux pressions anthropiques. Avec une superficie forestière représentant environ 4,6 millions d'hectares, soit près de 34% du territoire national, la forêt tunisienne joue un rôle écologique et socio-économique important, mais souffre d'un recul significatif lié aux aléas environnementaux et à l'activité humaine. Les forêts tunisiennes sont particulièrement affectées par la hausse des températures, la raréfaction des précipitations et la récurrence des épisodes de sécheresse. Ces conditions aggravent le phénomène de dépérissement observé notamment dans les massifs de chêne-liège à Jendouba et de pin d'Alep à Kasserine, zones fortement touchées par les longues périodes sèches et les incendies fréquents.

Entre 2016 et 2023, la Tunisie a perdu près de 56 000 hectares de forêts, selon la Direction Générale des Forêts. La sylviculture, en intégrant des pratiques adaptées telles que le choix d'espèces résistantes à la sécheresse et des techniques de reboisement ciblées, vise à restaurer ces espaces tout en maintenant l'équilibre des écosystèmes forestiers. Face à cette situation, les autorités tunisiennes ont renforcé leurs mesures de gestion forestière en mettant en place des cellules de crise et en collaborant avec les populations locales pour assurer la surveillance et la protection des forêts. En 2025, le secteur agricole, incluant la sylviculture, a bénéficié d'investissements importants, avec environ 123,7 millions de dinars alloués pour soutenir diverses initiatives agricoles et sylvicoles. Ces financements permettent de développer des programmes de gestion dura-

ble, qui intègrent les aspects écologiques, économiques et sociaux afin d'optimiser la valeur des forêts tout en protégeant leur diversité biologique. L'exploitation raisonnée des forêts tunisiennes contribue à l'économie rurale, en particulier par la valorisation des ressources ligneuses et non ligneuses. Les forêts jouent également un rôle déterminant dans la régulation du climat local, la protection des sols contre l'érosion et la conservation de la biodiversité. La sylviculture s'inscrit dans une démarche globale qui vise à conjuguer ces fonctions environnementales avec le développement socio-économique des zones concernées. En renforçant la résilience des écosystèmes forestiers, cette discipline favorise aussi la lutte contre le changement climatique et ses impacts sur le territoire tunisien.

NIGERIA

Une hausse de 10 % des importations de céréales, attendue en 2025/2026

Au Nigeria, les céréales restent au cœur de l'alimentation. Face à une demande accrue portée par la croissance démographique, le pays devrait intensifier ses importations en 2025/2026 pour répondre aux besoins du marché intérieur.

Au Nigeria, les importations de céréales devraient atteindre près de 10,1 millions de tonnes au cours de la campagne de commercialisation de 2025/2026. C'est ce qui ressort du dernier rapport publié par le département américain de l'Agriculture (USDA) sur le marché du pays d'Afrique de l'Ouest. Le stock annoncé suggère une hausse de 9,78 % par rapport à celui enregistré durant la campagne précédente (9,2 millions de tonnes). Dans le détail, les importations de blé, principal moteur de cette progression, devraient augmenter de 450 000 tonnes pour atteindre 6,7 millions de tonnes alors que celles de riz progresseraient de 300 000 tonnes pour s'établir à 3,2 millions de tonnes. Restant marginal dans les flux des importations, le maïs aussi devrait voir ses volumes progresser de 135 000 tonnes pour atteindre 260 000 tonnes, le sorgho fai-

sant figure d'exception avec un repli attendu de 5 000 tonnes, limitant ses achats à seulement 10 000 tonnes. Quoi qu'il en soit, la progression globale du recours aux importations est attribuée à l'effet combiné de plusieurs facteurs, notamment la stabilité du taux de change de la monnaie locale, une amélioration du pouvoir d'achat des consommateurs et la baisse des prix mondiaux des céréales par rapport à la période précédente. D'après l'USDA, ces facteurs devraient également permettre de réduire les coûts de production pour les fabricants d'aliments pour bétail et les meuniers. « Les prix mondiaux du blé ont diminué et devraient rester bas durant l'année commerciale 2025/2026, ce qui favorise les importations et contribue à la baisse des prix des produits à base de blé au Nigeria. Les meuniers de farine de blé ont indiqué que la stabilisation du taux de

change a amélioré la capitalisation du marché des entreprises, permettant aux importateurs de prendre des décisions commerciales plus rentables. », souligne par exemple le rapport. Il convient toutefois de rappeler que la consommation de céréales au Nigeria s'est établie en moyenne à près de 34 millions de tonnes entre 2021/2022 et 2023/2024, d'après les données de la FAO. Ainsi, les importations prévues pour 2025/2026 ne représenteraient qu'environ 30 % des besoins du marché intérieur. L'importation de denrées de base à bas prix joue un rôle stabilisateur sur les prix intérieurs. En accroissant l'offre sur le marché local, elles contribuent temporairement du moins à atténuer les tensions inflationnistes, notamment en période de faible production nationale.

MADAGASCAR

Airtel renforce son offre de services avec la VoLTE

Cette initiative est soutenue par le gouvernement, qui y voit un pas de plus dans la modernisation du secteur des télécommunications et la transformation numérique. L'exécutif ambitionne, par exemple, de faire du numérique un catalyseur de développement et d'inclusion. La société de téléphonie mobile Airtel Madagascar a procédé, le jeudi 25 septembre, au lancement officiel de la technologie VoLTE (voix sur LTE). Présentée comme une amélioration de la qualité des appels sur le réseau 4G, cette initiative s'inscrit dans les efforts pour consolider son offre sur un marché partagé avec Orange et Yas (Telma). Dans un communiqué, la filiale malgache d'Airtel Africa explique que la VoLTE offre une qualité sonore en haute définition (HD) et permet aux utilisateurs de passer des appels tout en continuant à naviguer sur internet ou à utiliser leurs applications, sans interruption ni frais supplémentaires, grâce à leur forfait habituel. « Nous poursuivons nos investissements dans l'extension de la couverture 4G afin de consolider notre réseau et de soutenir la modernisation du secteur. Parallèlement, nous préparons le lancement de "Smart Feature Phones", des smartphones abordables qui connecteront davantage de Malagasy et accéléreront l'inclusion numérique », a ajouté Anne Catherine Tchokonté, directrice générale d'Airtel Madagascar. Cette initiative fait suite au lancement, en mars 2024, d'une solution de connectivité par satellite lui permettant d'améliorer à la fois la qualité et la couverture de son réseau Internet. « Avec une disponibilité de service maximale et une garantie de connectivité ininterrompue, Airtel Madagascar s'inscrit dans le futur et met sur le marché un service de connectivité à très haut débit, à faible latence et hautement résilient », avait alors indiqué Mme Tchokonté.

GABON

La pénurie des devises dans les banques accroît les risques de blanchiment

La lenteur d'approvisionnement de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) alimente le marché noir, fragilise le système financier et accroît les risques de blanchiment et de financement du terrorisme. Au Gabon, la pénurie actuelle de devises dans les banques et bureaux de change inquiète le Comité national économique et financier du Gabon (CNEF). Dans une note officielle publiée le lundi 29 septembre 2025, Henri-Claude Oyima, président du CNEF, et ministre des Finances, a déploré cette situation qui fragilise les circuits financiers officiels et pourrait développer le marché informel des devises. Le Comité estime que cette crise « présente des risques en matière de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme ». Selon le CNEF, les délais d'approvisionnement en devises par la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) sont trop longs, ce qui oblige les entreprises et les particuliers à se tourner vers des circuits informels afin d'acquiescer des devises pour leurs importations, transferts, voyages... Cette pénurie structure progressivement un marché noir où les cambistes imposent des taux parfois supérieurs à ceux fixés officiellement. Les conséquences sont multiples : distorsion du marché des changes, fuite de capitaux et perte de contrôle des flux financiers par les autorités monétaires. Face à cette situation, « les membres du CNEF ont appelé la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) à prendre toutes les dispositions utiles afin d'améliorer les délais d'approvisionnement en devises des opérateurs agréés », explique le communiqué du CNEF. Cette instance a également annoncé un renforcement de la lutte contre les réseaux informels de vente de devises, avec des sanctions prévues contre les contrevenants. Cette orientation s'inscrit dans le cadre plus large de la réglementation des changes en zone Cemac, qui impose un contrôle strict sur les sorties de devises. Le gouvernement gabonais cherche ainsi à réduire les tensions sur le marché officiel tout en limitant les risques liés à l'économie informelle.

KENYA

La facture des importations de poissons a chuté de 44 % en 2024

Au Kenya, le secteur de la pêche et de l'aquaculture contribue à hauteur de 0,6 % au PIB, mais fait vivre directement et indirectement près de 1,2 million de personnes. L'amélioration de la production locale permet en outre de réduire la dépendance aux produits halieutiques étrangers. Au Kenya, les importations de poissons et de produits de la pêche ont coûté 921,1 millions de shillings (7,12 millions \$) en 2024, affichant ainsi une baisse de 44 % par rapport à l'enveloppe de 1,65 milliard de shillings (12,77 millions \$) qui y était consacrée un an plus tôt. C'est ce qu'indique l'Agence kenyane des pêches (KeFS)

dans son rapport annuel sur le marché local publié sur son site en août 2025. Cette réduction des dépenses reflète aussi une baisse du volume des achats extérieurs d'une année sur l'autre. En effet, le pays s'est procuré 9 960 tonnes de poissons et de produits de la pêche sur le marché international en 2024, un stock qui s'affiche en baisse de 11,4 % par rapport à celui enregistré en 2023 (11 253 tonnes). D'après la KeFS, la contraction du volume des importations est principalement attribuée à l'augmentation de la production nationale, notamment grâce à la pêche maritime et à l'aquaculture en cage. En effet, les captures totales de poissons réalisées dans le

pays ont progressé de 4,34 % d'une année sur l'autre pour atteindre 168 424 tonnes. C'est avant tout grâce à une croissance des prises de la pêche maritime, qui a bondi de 21 % pour s'établir à 48 608 tonnes, alors que la production aquacole a enregistré une hausse de 5 % pour s'établir à 33 289 tonnes. En dehors de la bonne santé de l'aquaculture et de la pêche maritime, un autre facteur peut être pris en considération pour expliquer la réduction du recours aux importations en 2024. Même si le rapport de la KeFS ne le mentionne pas, il faut rappeler que le gouvernement kenyan a introduit un droit d'accise de 10 % sur les importa-

tions de poisson dans son budget pour l'année fiscale 2023/24. Cette manœuvre visait notamment à protéger l'industrie locale du poisson contre les produits étrangers moins chers, notamment en provenance de Chine, selon les autorités. Si la tendance actuelle confirme la montée en puissance de la pêche maritime et de l'aquaculture, la forte demande domestique pourrait néanmoins continuer à imposer un recours aux importations dans les années à venir. Il faut noter que la consommation annuelle par tête de poisson au Kenya s'affiche à près de 4,3 kg ce qui est encore largement en dessous de la moyenne africaine estimée à 10 kg.

BOURSE ZURICH

Le SMI fait fi du “shutdown” américain et la pharma respire

La Bourse suisse a conservé son vert toute la matinée de mercredi, dans la lignée de sa clôture la veille. Les valeurs pharmaceutiques helvétiques ont grandement participé à ce regain d'optimisme après le "shutdown" américain annoncé durant la nuit.

Le géant new-yorkais du secteur Pfizer a obtenu une immunité de trois ans contre d'éventuelles surtaxes prohibitives brandies par Donald Trump, en échange d'une ribambelle de concessions dont les implications restent à déterminer. Après une séance en dents de scie mardi pour Wall Street, le Dow Jones (+0,18%) a atteint un nouveau record en clôture à 46'397,89 points. Les indices Nasdaq (+0,30%) et S&P 500 (+0,41%) ont aussi progressé. "Il faut rappeler qu'historiquement, les 'shutdowns' n'ont jamais constitué un 'cycle noir' pour les marchés, la plupart des investisseurs ayant tendance à les ignorer ou à relativiser leur impact", estime John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion. Les places européennes évoluaient sans direction claire avec Paris stagnant à -0,06%, Francfort cédant 0,42% comme Milan 0,49%, tandis que Londres gagnait 0,33%.

MALGRÉ L'IMMINENCE D'UN "SHUTDOWN" Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a terminé dans le vert mardi, les investisseurs conservant leur optimisme malgré la perspective d'une paralysie budgétaire aux Etats-Unis ("shutdown") qui pourrait repousser la publication d'un indicateur clé sur le marché de l'emploi. Après une séance en dents de scie, le Dow Jones (+0,18%) a atteint un nouveau record en clôture à 46.397,89 points. Les indices Nasdaq (+0,30%) et S&P 500 (+0,41%) ont aussi progressé. A minuit dans la nuit de mardi à mercredi, sans adoption d'un texte budgétaire même temporaire, l'Etat fédéral entrera en situation de "shutdown", avec pour conséquence la mise à l'arrêt de la plupart de ses services. "Même si cela ne constitue pas un événement macroéconomique majeur, cela va tout de même entraîner une certaine volatilité sur les marchés,

En zone euro, l'inflation a augmenté en septembre, après plusieurs mois de stabilité, selon des chiffres publiés mercredi par Eurostat, de quoi conforter la pause opérée par la BCE sur ses taux. La hausse des prix est ressortie à 2,2% sur un an, contre 2% en août. Les ventes au détail en Suisse et l'ADP de l'emploi américain seront à l'honneur dans la journée. Vers 10h50, le Swiss Market Index (SMI) prenait 1,3% à 12'266,52 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,71% à 1983,17 points, et le Swiss Performance Index (SPI) 0,96% à 16'909,64 points. Sur les vingt valeurs vedettes, onze optaient pour le vert et neuf pour le rouge. Le podium restait aux deux poids lourds pharmaceutiques Roche (bon +5,1%) et Novartis (+2,4%). Ils étaient toujours suivis de Lonza (+1,6%). Donald Trump a annoncé mardi un accord avec le laboratoire américain Pfizer pour baisser le prix de certains médicaments aux Etats-Unis en échange

d'une exemption de droits de douane. Le géant de l'agroalimentaire Nestlé progressait plus fortement qu'à l'ouverture (+1,2%). UBS (+0,03%) a officialisé mardi ses positions concernant le projet de réglementation arrêté par le Conseil fédéral début juin concernant les établissements jugés systémiques, dont il est le plus éminent représentant dans le pays. Le logisticien schwytois Kühne+Nagel (+0,8%) est repassé en positif, porté

par l'annonce de son expansion en Islande. Le chimiste de la construction Sika (+0,3%) aussi, après le rachat au Danemark du producteur de mortier Marlon Tormortel. Sur le marché élargi, le spécialiste bernois de la medtech Ypsomed (+1,8%) a terminé la construction de sa seconde usine à Schwerin, en Allemagne. Le démarrage de la production est prévu début 2027.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 30 Septembre 2025				
Valeur : 02 Octobre 2025				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.4618	129.4768
1	EUR	EURO	152.0270	152.0834
1	GBP	POUND STERLING	174.1014	174.1684
100	JPY	JAPANESE YEN	87.4742	87.4902
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1793	18.1834
1	CHF	SWISS FRANC	162.6200	162.7206
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.0309	93.0617
1	DKK	DANISH KRONE	20.3710	20.3746
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7485	13.7627
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.9585	12.9790
1	AED	UAE DIRHAM	35.2440	35.2529
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5195	34.5253
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.7702	423.8193
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2171	44.6614
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2556	14.2572
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8630	23.9856
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2423	3.2524
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.3048	177.3048

CAC40

À l'équilibre après l'entrée en vigueur du shutdown

Le CAC 40 débute la séance à l'équilibre vers 7900Prs alors que faute d'accord budgétaire, la fermeture partielle des administrations fédérales ('shutdown') vient d'entrer en vigueur aux Etats-Unis. 'Même si historiquement les shutdowns n'ont eu qu'un effet limité sur les marchés financiers et l'économie, cela reste un risque à surveiller', estime néanmoins Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés chez IG France. Le professionnel rappelle en effet que les indices américains évoluent à des niveaux de valorisation très élevés, intégrant

selon lui 'la perfection (économie résiliente, baisse des taux de la Fed, croissance soutenue des bénéfices des entreprises, etc)'. 'Or une fermeture des services fédéraux, même partielle, n'est jamais une situation anodine', prévient-il, soulignant notamment qu'elle concerne des centaines de milliers de fonctionnaires et peut retarder la publication de chiffres importants. De nombreux indicateurs, dont les indices PMI pour le secteur manufacturier, ainsi qu'une estimation rapide de l'inflation dans la zone euro pour le mois de septembre ont été publiés.

En repli de 50,7 en août à 49,8 le mois dernier, l'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière de la zone euro, produit par S&P Global, est retombé en zone de contraction en septembre, la contraction n'ayant toutefois été que marginale. Fléchissant de 50,4 en août à 48,2 en septembre, l'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière française, s'est replié sous la barre du 50 signalant ainsi une détérioration modérée de la conjoncture du secteur. Le taux d'inflation annuelle dans la zone euro devrait s'établir à 2,2% en septembre 2025, en

hausse donc par rapport à celui de 2% observé le mois précédent, selon une estimation rapide d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. De l'autre côté de l'Atlantique, les investisseurs devraient se montrer attentifs, cet après-midi, à l'enquête ADP sur l'emploi privé, puis aux indices PMI et ISM pour le secteur manufacturier américain pour le mois écoulé. Dans l'actualité des valeurs à Paris, TotalEnergies indique céder ses participations dans les champs West Ekofisk, Albuskjell et Tommeliten Gamma, en Norvège, des

champs matures et faisant l'objet d'un projet de redéveloppement. Crédit Agricole, après avoir reçu toutes les autorisations nécessaires, annonce le lancement d'un programme de rachat de jusqu'à 22 886 191 actions, pour compenser l'effet dilutif de son augmentation de capital 2025 réservée aux salariés. Capgemini annonce avoir acquis 100% du capital de SEIMAF, groupe d'ingénierie industrielle et de conseil technique opérant dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement et de l'industrie, et spécialisé dans le nucléaire.

FRANCE

L'activité manufacturière se contracte en septembre

L'activité dans le secteur manufacturier en France s'est contractée en septembre, pénalisée par une demande faible dans un contexte d'incertitude politique, selon l'indice PMI publié mercredi par l'agence S&P Global et la Hamburg Commercial Bank (HCOB). L'indice PMI est repassé en zone de contraction, à 48,2 contre 50,4 en août, quand il avait dépassé le seuil de 50 démarquant les zones de repli et d'expansion de l'activité.

En fin de troisième trimestre, les quelque 400 entreprises manufacturières interrogées du 11 au 23 septembre ont mentionné une demande fragile et un recul des ventes, ce qui a pesé sur les volumes de production et des nouvelles commandes. «Le volume global des nouvelles commandes a diminué au cours du mois, et ce de façon particulièrement marquée dans le sous-secteur des biens d'équipement», lequel est «un bon indicateur du niveau de confiance économique», a commenté Jonas Feldhusen, économiste à la HCOB, cité dans un communiqué.

«La chute des ventes enregistrée au cours du mois suggère que l'incertitude politique croissante en France pèse de plus en plus sur les dépenses de consommation et les investissements», a-t-il ajouté. Les nouvelles commandes ont également reculé à l'export, une tendance attribuée par les fabricants aux droits de douane américains notamment. Dans cet environnement difficile, la confiance quant aux perspectives d'activité à douze mois a reculé à son plus faible niveau depuis janvier, tandis que les fabricants ont réduit leurs prix de vente face aux

pressions concurrentielles, ce qui devrait réduire leurs marges bénéficiaires. L'emploi a malgré tout continué de progresser en septembre, bien que de façon marginale, pour le cinquième mois consécutif. «Cette dernière hausse des effectifs a toutefois largement reposé sur des contrats temporaires, les entreprises hésitant à embaucher des salariés en contrats à durée indéterminée en raison de l'incertitude pesant sur l'évolution du commerce international, de la force de l'euro et de l'instabilité politique en France», a indiqué Jonas Feldhusen.

ITALIE

L'inflation stable en dessous de l'objectif de la BCE de 2%

L'inflation en Italie est restée stable en septembre, à 1,6% sur un an, en dessous de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE) de 2% d'inflation, a indiqué mardi l'Institut italien des statistiques (Istat). L'inflation dans la péninsule, qui s'élevait à

1,6% sur un an en août dernier, s'est maintenue à ce niveau en raison notamment de la dynamique des prix de certains produits alimentaires, a précisé l'institut dans sa première estimation. Une stabilité qui s'explique aussi par des tendances contrastées au sein

des diverses dépenses, les prix des produits alimentaires non transformés ont ralenti, passant de 5,6% d'inflation en août à 4,8% en septembre, alors que les prix de l'énergie ont atténué leur baisse (passant de 4,8% à 3,7%, a ajouté l'Istat.

"J'AIMERAI QU'IL EN SOIT AUTREMENT"

La ministre britannique des finances laisse la porte ouverte à de nouvelles hausses d'impôts

La ministre britannique des Finances, Rachel Reeves, a évoqué lundi la possibilité d'imposer de nouvelles hausses d'impôts dans le cadre du prochain budget qu'elle doit présenter en novembre, en raison des évolutions géopolitiques. Avant son discours à la conférence du Parti travailliste au pouvoir, Rachel Reeves a déclaré à

la BBC que les promesses de ne pas augmenter les impôts sur le revenu ou la TVA restaient valables, tout en laissant entendre que certaines augmentations d'impôts seraient nécessaires dans le cadre de la prochaine échéance budgétaire, le 26 novembre. Interrogée sur la possibilité de réitérer la déclaration qu'elle avait faite aux entreprises en

novembre dernier, à savoir qu'elle ne prévoyait pas de nouveaux emprunts ni de nouveaux impôts, Rachel Reeves a déclaré : "Je pense que tout le monde peut voir que le monde a changé, et nous ne sommes pas immunisés contre ce changement." La chancelière de l'Échiquier a évoqué les droits de douane du président américain Do-

nald Trump, les conflits mondiaux et une éventuelle révision à la baisse de la productivité par l'Office for Budget Responsibility (OBR) comme ayant un impact sur les perspectives. "Nous devons y répondre (...) il est très important que nous maintenions ces engagements en faveur de la stabilité économique", a-t-elle déclaré à la BBC.

BRÉSIL

Le taux de chômage se maintient au plus bas

Le taux de chômage s'est maintenu à son taux le plus bas depuis 13 ans au Brésil sur le trimestre achevé en août, mois de l'entrée en vigueur d'une surtaxe douanière imposée par les États-Unis, selon les chiffres officiels publiés mardi. Ce taux à 5,6% est le plus bas de-

puis 2012, lorsque l'Institut de statistiques IBGE a adopté sa méthode de calcul actuelle, en analysant des trimestres glissants. Ce niveau avait déjà été atteint lors du trimestre allant de mai à juillet. L'IBGE estime qu'il y avait 6 millions de personnes à la recherche d'un emploi de juin à août dans la première économie

d'Amérique latine. A titre de comparaison, le taux de chômage s'élevait à 6,6% de juin à août 2024. "Plus d'un million de Brésiliens sont sortis du chômage en un an. Le Brésil avance, avec plus d'emplois et plus de dignité pour la population", a célébré sur le réseau social X la ministre du Plan et du Budget,

Simone Tebet. Les données publiées mardi comprennent pour la première fois la période d'entrée en vigueur, à partir du 6 août, d'une surtaxe de 50% sur de nombreux produits brésiliens exportés vers les États-Unis. La surtaxe américaine concerne des produits dont le Brésil est le premier

producteur et exportateur mondial, comme la viande ou le café. Les exportations vers les États-Unis ont baissé de 18,5% en août par rapport au même mois de l'année dernière. Mais cela n'a pas empêché le secteur agricole d'embaucher, avec 333.000 nouveaux emplois créés sur la période juin-août.

ELLE RISQUERAIT "UNE CRISE FINANCIÈRE"

La Corée du sud dit ne pas pouvoir payer les 350 milliards de dollars d'investissements promis à Donald Trump

En contrepartie de droits de douane réduits, la Corée du Sud s'est engagée à investir 350 milliards de dollars outre-Atlantique. Une promesse peut-être trop ambitieuse pour le pays asiatique. Un accord mort-né? La Corée du Sud a fait savoir samedi qu'elle n'était pas en mesure de payer les 350 milliards de dollars d'investissements promis aux États-Unis dans le cadre d'un accord commercial conclu en juillet,

rapporte Reuters. En contrepartie de cette promesse, les droits de douane visant Séoul avaient été abaissés de 25 à 15%. Mais pour la Corée du Sud, les 350 milliards de dollars évoqués devaient notamment prendre la forme de prêts ou de prises de participation. Or Donald Trump a assuré récemment que cet investissement devrait se faire "en amont", c'est-à-dire par un paiement immédiat. "Nous ne sommes pas en

mesure de payer 350 milliards de dollars en espèces", a rétorqué Wi Sung-lac, directeur de la sécurité nationale de Corée du Sud. "Notre position n'est pas une tactique de négociation. Objectivement et de manière réaliste, ce n'est pas un niveau que nous sommes en mesure de gérer", a-t-il ajouté. Risque de "crise financière" Séoul a notamment rappelé que cette somme représentait plus de 80% de

ses réserves de change: "Si nous devons payer 350 milliards de dollars comme le réclament les États-Unis et investir dans ce pays cette somme en espèces, la République de Corée se retrouverait dans une situation similaire à celle qu'elle a connue lors de la crise financière de 1997", avait déclaré la semaine dernière le président coréen Lee Jae-myung.

ALLEMAGNE
Inflation à 2,4 en septembre 2025

En septembre 2025, le taux d'inflation annuel (augmentation des prix à la consommation sur un an) pour l'Allemagne est estimé à 2,4 % selon les données préliminaires rapportées par Reuters. Le rapport Reuters mentionne que cette hausse à 2,4 % en septembre est la plus forte depuis février 2025. Le taux d'inflation de base (hors alimentation et énergie) a aussi augmenté légèrement à 2,8 % en septembre, ce qui signale que la pression sur les prix dépasse les variations liées aux biens volatils.

IRLANDE
L'inflation en hausse

Le taux d'inflation (mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation, HICP) est estimé à 2,7 % en septembre 2025, ce qui constitue un sommet sur 20 mois. Ce chiffre est nettement plus élevé que celui de 1,9 %** en août 2025. En revanche, sur le plan mensuel, les prix ont légèrement baissé : les prix à la consommation seraient en recul de 0,2 %** entre août et septembre 2025. Donc, l'inflation annuelle est en hausse (la progression sur un an s'accélère), bien que dans le détail, les prix aient reculé un peu ce mois-là.

LES ÉTATS-UNIS SE FERMENT AUX TALENTS TECH ÉTRANGERS

la Chine veut les récupérer avec son nouveau visa K

Le symbole est lourd. Alors que les États-Unis se ferment petit à petit aux talents étrangers, avec la nouvelle décision de Donald Trump d'imposer de lourds frais de visa, la Chine elle s'ouvre avec son nouveau visa K.



Donald Trump a beau être un président qui met l'économie très haut dans sa hiérarchie de priorités, la réduction de l'immigration peut quelques fois être encore plus importante pour le locataire de la Maison-Blanche. Raison pour laquelle il a récemment annoncé des frais de 100 000 dollars pour toute nouvelle application à un visa dit H-1B, prisé par les employés des sciences et de la tech. Et, hasard du calendrier, la Chine lance quasiment au même moment un visa qui, lui, ouvre plus facilement les portes du pays.

La Chine lance son visa K

Il a longtemps été assez difficile de se rendre en Chine, quand on comparait le pays aux régimes de visas plus libéraux institués un peu partout dans le monde. À une époque pas si lointaine, un touriste devait même payer plus de 100 euros et remplir un dossier important

pour un visa d'un mois. Mais les choses changent de ce côté avec Pékin, d'abord avec le tourisme, puis aujourd'hui pour les travailleurs qui souhaiteraient intégrer le marché chinois. L'empire du Milieu vient en effet d'annoncer le lancement de son visa K, évoqué pour la première fois au mois d'août dernier. Il va permettre aux jeunes talents travaillant dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'ingénierie de pouvoir s'installer en Chine sans avoir besoin d'une entreprise qui les sponsorise. Ils seront ainsi en capacité de chercher eux-mêmes sur place du travail, et bénéficieront en conséquence d'un régime administratif plus souple pour éventuellement construire une carrière sur place.

Une nouvelle façon de s'internationaliser pour la Chine ?

Le visa K est clairement une nouvelle

optique dans une Chine où traditionnellement, ce genre de choses est beaucoup plus réglementé. Et avec la décision récente de Donald Trump, le pays rival des États-Unis envoie le message au monde qu'il est le nouveau territoire sur la planète où les talents vont pouvoir prospérer. « Les États-Unis se sont clairement tirés une balle dans le pied avec les visas H-1B, et le moment est idéal pour le visa K chinois » a constaté auprès de Reuters le stratège en chef de Geopolitical Strategy, Michael Feller. Un petit bémol tout de même, peu de détails ont pour le moment été fournis sur la tranche d'âge concernée ou sur les exigences niveau expérience et études. Il faudra aussi voir comment les entreprises locales vont s'adapter à cette nouvelle donne, alors que l'immense majorité d'entre elles fonctionnent en mandarin, ce qui ferme la porte à tous les non-sinisants.

YouTube va payer cette somme astronomique à cause de Donald Trump



En 2021, YouTube avait suspendu le compte de Donald Trump à la suite des émeutes du Capitole. Et aujourd'hui, la plateforme en paie le prix. Le retour de Donald Trump au pouvoir a été célébré par de nombreux acteurs de la tech, qui l'ont vu comme un allié dans leurs entreprises dérégulation du marché et dans leur opposition à l'Union européenne. Mais cette alliance se fait selon les termes du président américain, qui a toujours quelques comptes à régler. On l'observe aujourd'hui du côté de YouTube.

YouTube va devoir verser 24,5 millions d'euros pour la suspension du compte de Donald Trump en 2021

Après les émeutes du 6 janvier 2021, durant lesquelles des supporters de Donald Trump ont envahi le Capitole, tous les géants de la tech avaient décidé de suspendre les comptes de l'homme politique. Quelque chose qui n'est pas passé chez le résident actuel de la Maison-Blanche, qui leur a depuis présenté la facture. On apprend ainsi grâce au Wall Street Journal que YouTube vient de trouver un accord dans le dossier judiciaire qui l'opposait à Donald Trump sur ce sujet. La plateforme va ainsi devoir payer 24,5 millions de dollars pour clôturer le différend – avec 22 millions de dollars destinés à l'organisation Trust for the National Mall, qui utilisera la somme afin de « soutenir la construction de la salle de bal d'apparat de la Maison-Blanche ».

Donald Trump célèbre une « capitulation »

Cet accord est le dernier en date signé par les géants américains du numérique sur cette question. Le Wall Street Journal indique aussi que YouTube voulait symboliquement payer un peu moins que le groupe Meta (qui avait réglé en janvier 25 millions de dollars pour la suspension des comptes de Donald Trump). X de son côté avait déjà trouvé un arrangement à 10 millions de dollars. L'accord trouvé a en tout en cas été fêté en ligne par le président des États-Unis lui-même, à travers une image générée par IA et postée sur son compte Truth Social. On l'y voit tout sourire recevoir un chèque de 24,5 millions de dollars des mains de Neal Mahon, le directeur général de YouTube.

■ Brèves

Cyberattaque : la bière Asahi ne coule plus au Japon

Le brasseur japonais, leader du marché national, a été victime d'un ransomware paralysant ses centres de distribution et ses services clients sur l'ensemble du territoire. Si les activités internationales et les filiales du groupe restent, à ce stade, épargnées, la société a dû suspendre la prise de commandes et les expéditions au Japon, impactant près de la moitié de ses profits mondiaux. Aucun groupe de ransomware n'a revendiqué l'attaque, et la nature exacte de l'incident reste inconnue. Asahi indique qu'une enquête est en cours, sans calendrier précis de rétablissement. Cet épisode s'inscrit dans une vague montante d'attaques visant les grandes entreprises japonaises, accentuant la pression sur la sécurité informatique du secteur industriel national.

Lufthansa supprime aussi des emplois pour de l'IA

D'ici 2030, le groupe de transport aérien compte remplacer près de 4 000 employés - sur un peu plus de 100 000 - par des solutions exploitant des ressources GenAI, principalement dans ses fonctions administratives en Allemagne. Ce vaste plan de rationalisation, qui touche l'ensemble des compagnies du groupe (SWISS, Austrian Airlines, Brussels Airlines, ITA Airways), vise à économiser 300 millions d'euros par an grâce à l'automatisation et une réorganisation interne. Malgré ces suppressions d'emplois, le géant aérien maintient sa stratégie de croissance, prévoyant l'acquisition de plus de 230 nouveaux avions et une forte augmentation de sa rentabilité à l'horizon 2030. La décision, marquant la plus

grosse réduction d'effectifs depuis la pandémie, a entraîné une baisse de plus de 4% du cours de l'action.

Qovery lève 13 M€ pour accélérer son développement

La start-up française, spécialisée dans l'orchestration d'applications sur le cloud, vient de boucler une levée de fonds menée auprès d'investisseurs internationaux, qui vise à renforcer son expertise technique et à soutenir sa stratégie d'expansion mondiale. Ce financement doit permettre à l'entreprise d'accélérer sa croissance, d'élargir son offre et de recruter de nouveaux talents afin de répondre à la demande croissante des entreprises pour des solutions agiles et performantes.

RÉVOLUTION OU COUP DE COM FACE À LA CONCURRENCE CHINOISE ET EUROPÉENNE ?

Tesla inaugure ses superchargeurs V4 à 500 kW

Tesla entre dans une nouvelle ère avec son premier superchargeur V4 délivrant 500 kW : une réponse attendue à la concurrence des réseaux ultra rapides chinois et européens. Si seul le Cybertruck peut en profiter pour l'instant, Tesla mise sur cette montée en gamme technologique pour conserver l'avance de son réseau, à un moment où la bataille du temps de recharge fait rage dans l'électrique.

Alors que les réseaux ultra rapides de recharge chinois franchissent la barre du mégawatt, Tesla vient de mettre en route à Redwood City (Californie) son tout premier superchargeur de nouvelle génération à 500 kW. Cette avancée – après une période de trois ans de déploiement hybride, où de nombreux superchargeurs V4 n'étaient encore connectés qu'à la technologie interne V3, et donc limités à 250 ou 325 kW – marque enfin la fin du flou autour de la montée en puissance promise par Elon Musk depuis 2016. Pour mémoire, Tesla, qui avait raillé dès l'origine les 350 kW comme une "bricole d'enfant", plafonnait jusqu'ici à 250 kW sur la quasi-totalité de son réseau mondial. Résultat : alors que les bornes Ionity, Fastned ou les réseaux chinois affichaient déjà 350 kW (voire plus d'1 MW côté Asie), l'Amérique restait à la traîne, malgré un réseau de superchargeur pourtant bien pourvu en termes de fiabilité et de maillage.

Le Tesla supercharger V4 : 500 kW réels... mais pour qui ?

Avec Redwood City, Tesla active donc pour la première fois une station équipée de l'architecture complète V4 : bornes, armoires dédiées et puissance



délivrée à 500 kW sur une tension comprise entre 400 et 1 000 V, et un courant maximal de 615 ampères. Cette configuration permet, sur le papier, de diviser d'un tiers le temps de recharge des véhicules compatibles : la vidéo officielle montre un Cybertruck passant de 0 à 80 % en 35 minutes à pleine puissance, confirmant une vraie évolution par rapport au standard historique du constructeur. Grâce à une densité de puissance trois fois supérieure et jusqu'à huit bornes servies par une seule armoire, le V4 abaisse aussi les coûts d'installation et réduit l'empreinte au sol. Cependant, cette prouesse technique reste aujourd'hui réservée au seul Cybertruck, équipé d'une architecture

800 V et d'un énorme pack (123 kWh). Les Model 3, Model Y, Model S et Model X, qui forment l'écrasante majorité du parc, restent limités à 250 kW, leurs architectures électroniques s'arrêtant à 400 V. Pour les propriétaires d'autres véhicules électriques ("non-Tesla"), il faudra attendre la fin d'année, date à laquelle Tesla promet d'ouvrir les V4 à tous.

Un bond en avant, mais l'écosystème doit encore suivre

L'annonce de Tesla arrive alors que la concurrence s'est considérablement renforcée. D'un côté, les industriels chinois déploient à grande échelle des bornes

entre 500 kW et 1 MW. Et côté européen, Ionity, Fastned ou Electra généralisent les 350 à 400 kW.

Mais derrière ces chiffres flatteurs, il ne faut pas oublier que la puissance promise dépend de la capacité des véhicules à l'absorber, du niveau de charge restant et de la maîtrise thermique des systèmes.

Notons quand même qu'après dix ans de supériorité sur la fiabilité, la facilité d'usage et l'ouverture progressive à d'autres marques, Tesla mise désormais (aussi) sur la performance, histoire sans doute de ne pas se laisser distancer sur le terrain de la communication et peut-être sur un peu de prestige technique pour séduire une clientèle plus exigeante en matière d'usage électrique. Cette technologie V4 sera prochainement déployée massivement sur tout le territoire nord-américain, puis en Europe, avec l'objectif de "densifier et accélérer" la recharge non seulement pour Tesla, mais pour toutes les nouvelles générations de voitures électriques capables d'atteindre ou de dépasser les 800 V. De quoi, à terme, transformer l'expérience de la recharge publique, et peut-être redonner par la même un regain d'intérêt au déploiement du véhicule électrique, qui patine encore en Europe avec une part de marché qui stagne autour des 17% seulement.

Porsche Cayenne Electric : le SUV survolté promet une overdose d'écrans OLED

Oubliez le minimalisme à l'ancienne : le Porsche Cayenne Electric abat toutes les limites du numérique avec une planche de bord tapissée de dalles OLED. Multiplication des écrans, personnalisation extrême et fonction tactile à la chaîne... au point de frôler l'overdose ? En tout cas le Cayenne Electric intègre le plus grand écran jamais proposé dans une Porsche, au point de peut-être froisser quelques puristes.

Dans la guerre des SUV électriques premium, Porsche met la barre très haut et dévoile l'intérieur de son prochain Cayenne Electric, attendue d'ici la fin 2025. Alors que la marque a récemment confirmé vouloir continuer le développement de modèles thermiques et hybrides (par manque d'envol réel de la demande des électriques), Stuttgart n'en oublie pas d'écrire le futur de son grand SUV électrique. En concurrent frontal des BMW iX, Mercedes EQE SUV ou encore Lotus Electre, le Cayenne Electric opte pour une démonstration technologique massive.

Porsche Cayenne Electric : le plus grand écran jamais proposé dans une Porsche

Pour le nouveau Cayenne Electric, Porsche fait sa révolution en grande pompe et mise tout sur l'écran... ou plutôt sur les écrans. Fini le tableau de bord classique, place à une véritable scène numérique, pensé comme une expérience immersive, à la croisée des chemins entre salon



high-tech et automobile de luxe. Au centre, la pièce maîtresse est ce que Porsche baptise le « Flow Display » : une dalle OLED incurvée inspirée des smartphones pliants, comme le Samsung Galaxy Z Fold, qui traverse le centre de la planche de bord jusqu'à la console centrale et vient se fondre avec un écran d'instrumentation de 14,3 pouces. Si Mercedes avait déjà impressionné le public avec un hyperscreen de près d'un mètre de large sur son dernier GLC électrique, le constructeur de Stuttgart pousse encore la technologie un peu plus loin avec une courbure qui vient épouser le pied de console et permet une meilleure ergonomie, pour taper par exemple une adresse dans la navigation.

D'ailleurs, le constructeur a même pensé à intégrer un repose poignet pour ne pas que la main tremble lors de chaos sur la route. Et pour prolonger l'expérience, il est même possible de choisir en option une troisième dalle tactile OLED de 14,9 pouces permettant au passager de gérer musique, vidéo, navigation ou applications, le tout à l'écart du regard du conducteur.

Les futures Porsche habillées d'écrans comme sur le Cayenne Electric ?

L'ensemble est coiffé par un affichage tête haute à réalité augmentée de 87 pouces : une taille inédite chez le constructeur. Quelques commandes physiques subsistent pour le

volume ou la température, mais la numérisation a tout envahi. La marque promet que cet ensemble se veut « l'intérieur du futur », et s'engage à déployer cette architecture technologique sur toute la gamme dans les prochaines années. Au total, selon les configurations, l'habitacle peut porter jusqu'à quatre écrans distincts : instrumentation, infodivertissement central, écran passager, et commandes de clim arrière. « Notre objectif était d'associer les caractéristiques intrinsèques au Cayenne et les nouveaux écrans aux fonctionnalités du nouveau concept d'affichage Porsche Digital Interaction pour créer un intérieur harmonieux » explique Markus Auerbach, Directeur du Design Intérieur chez Porsche. Porsche synchronise en effet ces écrans à des Mood Modes inédits : une touche, et l'ensemble de l'habitacle ajuste ses lumières d'ambiance, réglages sonores et climatisation, animations graphiques et même la position des sièges, pour créer une atmosphère « zen » ou « sport » à la demande. L'intelligence artificielle maison est censée harmoniser le tout, et permettre la personnalisation d'absolument chaque élément, de la couleur à l'ambiance, en passant par les widgets dédiés.

L'investissement affiché par Porsche dans cette débauche numérique est notable : jusqu'à 50% de surface d'écran en plus que dans la précédente génération de Cayenne. Selon le constructeur, ce choix est justifié

par une demande croissante des clients pour la connectivité et les fonctionnalités évolutives « over the air ».

Une overdose d'écrans sur le Porsche Cayenne Electric ?

Pour autant, si la démonstration technique force le respect, certains pourront s'interroger sur l'expérience à bord. Dernièrement le GLC électrique avait fait réagir avec son immense dalle qui représente pour les ingénieurs maison la taille maximale que l'on peut intégrer dans une voiture. Porsche ne communique pour le moment pas sur la surface de son centrale.

Aussi, nous révélions dernièrement dans une enquête menée par Tempcover auprès de 2000 automobilistes, que 13% des sondés citent les tableaux de bords multimédia comme sources de distraction et les écrans tactiles moins intuitif. Enfin, Andreas Mindt, responsable du design chez Volkswagen avait récemment affirmé pour accompagner le retour des boutons physiques dans les modèles de la gamme que "la voiture n'est pas un téléphone". Le Cayenne Electric conserve bien des touches sur la console et se garde de ne pas mettre de boutons à retour haptique sur le volant. Mais il est clair que ce nouvel écran Flow Display risque de dérouter certains. Nous aurons très prochainement l'occasion de tester cette interface pour vous donner notre ressenti.

Mots fléchés

Hochet de la république (4 mots) Cataclysmes		Pasteur Montre		Retirés Camp de prisonnier		Minestrone		Charme Jeunes garçons au service d'un roi		Marque l'égalité Légumineuse		Îlien	
												Pronom personnel	
Si elle est de mer, c'est une baudroie Déroutillages						Cacherons Périodes de trois mois							
											Pour remplacer Originaires		
Prénom masculin Conifère					Préfecture du Lot-et-Garonne Évaluation d'une quantité					Inefficace Malheur			
			Confidentes Repous-sante						Maison espagnole Plante herbacée				
Monnaies d'échange							Devant le notaire	Outre-cuidant				Relatif à la Haute-Ecosse	
Navire				Échanson									
Actrice, chanteuse américaine		Ensemble des animaux d'une région						Désolé Race de chien					
				Secteur radial Artisan			Plafonds voûtés Mariné						Roupillon
Sentiment de lassitude		Saison chaude Exposa				Panades							
					Vêtement						Dispositifs contraceptifs	Occupé	
Filet pour capturer les oiseaux Déesse de l'agriculture						Qui est situé dans le ciel Note de musique							
					Il a eu son âge				Possédée	Possessif			
Ville de fouilles Crier			Espagnols et portugais		Équipe-ment Respect								
						Liquide Le plus vieux				Plante herbacée Insolites			
Soin	Souverain de Russie	Fonda Poids de l'emballage					Saint de la joie Il peut-être mauvais					Ville fondée par les grecs de Phocée	Chlorures de sodium
									Sous-préfecture du Gard				
Elle est serrée dans sa boîte Etendue d'eau								Fragile Radium					
				Premier ministre israélien (Golda)					Commune du Morbihan				
Reliquat						Abandonnés							

CAMPAGNE LABOURS SEMAILLES 2025-2026

Plus de 102.000 hectares dédiés à la céréaliculture à Saïda

La campagne labours semailles pour la saison agricole 2025-2026, ciblant notamment une superficie de 102.000 hectares destinée à la céréaliculture, a été lancée mercredi dans la wilaya de Saïda. A l'occasion du lancement officiel de l'opération, effectué depuis l'exploitation agricole "Fetani Benahmed", dans la commune de Sidi Boubekeur, dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de la vulgarisation agricole, le wali de Saïda, Mermoui Amoumen, a indiqué à la presse que cette campagne cible 38.000 hectares de blé dur, 11.150 hectares de blé tendre, 42.000 hectares d'orge et 10.500 hectares d'avoine.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 2 octobre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

MOSTAGANEM

Plus de 1,1 million d'alevins de loup-bar ensemencés

Quatre cages flottantes ont été ensemencées avec plus de 1,1 million d'alevins de loup-bar, dans la zone d'activités aquacoles de la commune de Stidia (wilaya de Mostaganem), a indiqué la direction de la Pêche et de l'Aquaculture. L'opération, menée au profit de l'entreprise aquacole "Aquanas", a permis d'introduire plus de 1.139.000 unités d'alevins de loup-bar, également appelés loups royaux, dans ces cages flottantes. Il s'agit de la troisième opération du genre en l'espace de deux mois, après l'ensemencement, en août dernier, de deux cages flottantes appartenant à l'entreprise aquacole "Amir Ajal" avec 460.000 alevins de loup-bar, ainsi que deux autres cages pour le compte de l'entreprise "Al-Borhan Fish", qui a introduit plus de 540.000 unités du même type de poisson, a précisé la direction. En ce qui concerne l'aquaculture en eau douce, les services de la direction de la Pêche de la wilaya ont multiplié leurs sorties de terrain afin de sensibiliser et recenser les agriculteurs intéressés par la pisciculture. L'accent est mis sur l'importance de cette activité, qui contribue à améliorer la qualité des récoltes agricoles tout en assurant un revenu supplémentaire pour les producteurs, a-t-on expliqué. Ces sorties ont abouti à l'ensemencement de 5.000 alevins de tilapia dans l'entreprise aquacole "Oued El-Kheir Fish", située dans la commune d'Oued El-Kheir, ainsi que de 3.000 autres dans la commune d'Ouled Mâala, selon la même source.

VISA K

La Chine veut attirer la tech mondiale, une opportunité pour les talents africains

Face à la complexification des enjeux technologiques et à l'intensification de la concurrence mondiale, la Chine acte un changement de stratégie significatif. Elle entend s'abreuver du dynamisme et de la diversité cognitive des jeunes talents étrangers. Une mesure gagnant-gagnant à travers laquelle le pays affirme que l'innovation ne peut plus être uniquement endogène. Le 1er octobre 2025, la Chine active son nouveau « visa K », un sésame dédié aux jeunes talents

mondiaux de la Tech. Annoncée en août dernier par le Conseil des affaires d'État, cette mesure vise particulièrement à attirer les diplômés et professionnels des filières STEM (Science, Technology, Engineering, and Mathematics, NDLR) en offrant une alternative plus flexible aux 12 visas ordinaires que propose déjà le pays. « Cette décision vise à mettre en œuvre davantage la stratégie de développement de la main-d'œuvre de la Chine dans la nouvelle ère, à faciliter l'entrée des jeunes

talents scientifiques et technologiques étrangers en Chine et à promouvoir la coopération et les échanges internationaux entre les jeunes professionnels scientifiques et technologiques », a indiqué le Conseil. L'obtention du nouveau visa chinois ne requiert aucune offre d'emploi préalable en Chine ou invitation d'une entité nationale. Il bénéficie d'une procédure allégée, d'une validité étendue et est multi-entrées. Pour les jeunes talents africains, cette offre laisse entrevoir plusieurs opportunités.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Face à la crise mondiale, les économies en développement sont les plus vulnérables

Les problèmes géopolitiques sont persistants et leurs impacts sur l'économie mondiale deviennent de plus en plus pressants. Le commerce mondial a été le fer de lance de la mondialisation. Cette dernière était impulsée et admirée par les uns et attaquée et vilipendée par d'autres. L'OMC a été portée aux cimes du système des Nations Unies. Elle est dotée de pouvoirs exceptionnels de régulation de l'économie mondiale. La quasi-totalité des pays ont adhéré à celle-ci, y compris des pays réputés anticapitalistes comme la Chine ou la Russie. L'OMC a pour objectif « d'aider à l'amélioration du niveau de vie et des revenus des populations grâce au commerce mondial et aux opportunités qu'il offre à tous les pays, y compris les moins avancés, grâce au libre-échange qui démantèle les barrières douanières pour faciliter la libre circulation des marchandises. » Aujourd'hui, surtout depuis la crise sanitaire, beaucoup de ces règles de libre-échange ont fait l'objet de contournement ou même de suppression par de nombreux pays. Le coup de grâce vient d'être donné par Trump lorsqu'il a décidé de manière unilatérale d'imposer des taxes douanières aux plus grands partenaires de l'Amérique : Canada, Mexique, UE, Inde, Chine... Une décision d'un pays présenté comme le chantre du libre-échange et grand bénéficiaire de celui-ci. Au cours des trente dernières années, le commerce mondial a connu une expansion exceptionnelle, mais on observe entre la crise de 2008 et celle du Covid-19 un ralentissement des échanges qui s'explique essentiellement par le rééquilibrage de la croissance en Chine. La composition des échanges a toute-

fois évolué. Les exportations de biens ont retrouvé leur niveau d'avant crise dès décembre 2020, contre septembre 2021 pour les services. La reprise rapide du commerce a particulièrement bénéficié à la Chine qui a vu son excédent commercial augmenter, porté par ses exportations. Cette expansion a bénéficié des nouvelles organisations des systèmes productifs en « Chaines de valeur mondiales » éclatées souvent sur plusieurs régions ou pays. C'est cette organisation qui va subir dans les années à venir les contrecoups des restrictions imposées aux échanges internationaux par les pratiques protectionnistes. Les tensions géopolitiques en cours et à venir seront aussi un facteur contraignant pour l'optimisation de ces chaînes de valeurs nationales ou mondiales. L'organisation des chaînes de valeur mondiales repose avant tout sur la recherche de l'efficacité économique dans des cadres institutionnels et géopolitique donnés. On a observé aussi au cours des dernières années, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, un redéploiement profond des échanges commerciaux. Le même auteur note que « Malgré l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le commerce international de marchandises a augmenté de 3,5 % en 2022. Cependant, on constate une réorganisation significative des échanges. Tout d'abord, les échanges entre les pays alliés de l'Ukraine et la Russie ont fortement diminué notamment sous l'effet des sanctions ». Depuis le début de la guerre, les exportations russes vers l'Europe, le Japon et les États-Unis ont chuté de 80 % en valeur et les importations russes depuis ces pays se sont réduites de 47 %. Cette baisse tra-

duit la volonté des pays alliés à l'Ukraine d'« isoler » la Russie du système financier international et de leurs économies via l'application de sanctions. En parallèle, on observe un accroissement des échanges russes avec les pays émergents, plus particulièrement avec l'Inde et la Chine. Les échanges de la Russie avec l'Inde ont été multipliés par 5 tandis que les échanges avec la Chine ont augmenté de 75 %. ». Ce sont les pays les moins avancés qui subiront le plus les conséquences de ces reconfigurations : exportation de matières premières, dont la valorisation se fait sur les marchés mondiaux contrôlés par les plus puissants, et importation de produits alimentaires et des équipements des pays avancés dont les prix sont fixés chez ces derniers. Les tensions géopolitiques à venir (voire même qui sont en cours) vont exacerber davantage les impacts négatifs sur le commerce mondiale ; d'ailleurs on note le blocage du fonctionnement de l'instrument central de cette mondialisation qu'est l'OMC. Plus grave, le commerce est aujourd'hui utilisé comme un moyen de pression sur les décisions politiques, voire même sur la souveraineté des pays (canal de Panama, Menaces sur le Mexique et le Canada...) et depuis peu l'exercice d'un chantage par les USA sur le Brésil s'il n'arrête pas ses échanges commerciaux avec la Chine, ou encore sur l'Inde pour laquelle n'achète pas le gaz russe. Ainsi, les tensions sino-américaines ont conduit à l'adoption croisée de mesures de contrôle des échanges commerciaux qui pourraient affecter les chaînes de valeur mondiales. En premier lieu, les deux puissances appliquent des droits de douane additionnels sur plus de la

moitié de leur commerce bilatéral. La guerre commerciale USA-Chine canalise toutes les attentions, car elle affecte presque toute l'économie mondiale. On assistera bientôt à des guerres violentes sur certains produits : guerre des semi-conducteurs, guerre des terres rares, guerre des batteries, guerre de l'automobile... Ces produits ou productions sont aujourd'hui concentrés dans quelques pays. Ces guerres commerciales peuvent conduire à une vraie guerre. D'ailleurs celle-ci se prépare particulièrement en Europe où on projette un programme d'armement de plus de 1000 Mds de \$ et dont le financement pose un sérieux problème à beaucoup de pays. Les accusations réciproques sur l'origine des drones qui circulent dans le ciel est-européen (Pologne, Lituanie, Finlande...) est un indice de la frilosité des rations Est-Ouest qui rappellent la guerre froide. Encore une fois, les économies en développement ou en émergentes sont sommées de choisir leur camps au moins au plan commercial. Les Brics+ sont encore peu structurés en union économique et leur positionnement sur l'échiquier mondial est très complexe dans le contexte géopolitique actuel. Le clivage Nord-Sud est encore vivace. In fine, l'économie mondiale va mal. L'Europe qui jouait un rôle tampon entre l'Amérique et la Chine est devenue très vulnérable. Elle joue sa survie entre un client qui lui impose des barrières douanières (USA) et un fournisseur qui ne lui fait plus confiance (Chine). Les effets collatéraux de ces guerres commerciales entre puissants seront désastreux pour les autres économies et en particulier celles en développement.